

PLUSIEURS PROJETS EN COURS DE RÉALISATION

L'investissement touristique en plein essor

Le gouvernement veut redynamiser le secteur touristique. Des facilitations importantes sont accordées aux professionnels du secteur pour redorer le blason de la «destination Algérie». D'importants projets d'investissement ont été réalisés ces trois dernières années et d'autres en cours, ayant contribué dans l'augmentation des capacités d'accueil et surtout de la qualité de service. P 3



LE MINISTRE DE L'HABITAT
L'A ANNONCÉ :

**263 nouveaux
établissements
scolaires
réceptionnés**



Pas moins de 263 nouveaux établissements scolaires ont été réceptionnés. L'annonce a été faite hier lundi, à la veille de la rencontre scolaire prévue aujourd'hui mardi, par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi.

P 2

RÉUNION DES GOUVERNEURS
DES BANQUES CENTRALES
ARABES À ALGER

**Investir les excédents
budgétaires dans les
pays arabes**

Des gouverneurs de banques centrales arabes et des responsables du secteur financier ont mis l'accent, lundi à Alger, sur l'importance d'investir les excédents budgétaires arabes dans les pays arabes, et de renforcer le rôle des organisations de développement économique et financier arabes dans la coordination des politiques économiques communes, saluant les pas franchis par l'Algérie en matière de diversification de l'économie et de promotion de l'investissement.

P 5

AVEC LA PARTICIPATION
DE 70 EXPOSANTS

**Lancement de la 2^e édition
d'Algeria WoodTech**

Le coup d'envoi de la 2^e édition du Salon international du bois, menuiserie, équipements et technologies "Algeria WoodTech" a été donné lundi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger) avec la participation de plus de 70 exposants venus de différents pays.

P 4



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صج جيون

YOUCEF CHERFA
REÇOIT LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE LA
CHOURA D’OMAN
**Le transport
aérien au centre
des discussions**

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa s’est entretenu, ce lundi, avec le président du Conseil de la Choura du Sultanat d’Oman, Cheikh Khalid bin Hilal bin Nasser Al-Maawali. L’audience s’est déroulée à l’hôtel Aurassi d’Alger en présence de la délégation omanaise. Une occasion d’aborder moyens de renforcer les relations bilatérales et la coopération entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. En outre, les opportunités de partenariat dans divers domaines liés au secteur des transports, notamment le transport aérien, ont été au centre des discussions.

IDOOM FIBRE
**Algérie
Télécom atteint
les 900 000
clients ”FTTH”**

Algérie Télécom annonce, avoir atteint, ce dimanche, 900.000 clients en Fibre Optique de l’offre "Idoom Fibre", indique l’opérateur dans un communiqué. "Algérie Télécom est ravi d’annoncer qu’elle a franchi le cap des 900 000 clients en Fibre Optique FTTH (Fiber To The Home), se rapprochant ainsi de la barre symbolique du million", précise le communiqué, tout en soulignant avoir enregistré son "900 000 ème client, ce dimanche, au niveau du village Tirmatine, Boghni, wilaya de Tizi-Ouzou". Pour marquer cet important évènement, Algérie Télécom a décidé d’honorer son 900 000 ème client +Idoom Fibre+ en lui offrant "une année d’internet gratuite et illimitée avec un débit de 300 Mbps". Algérie Télécom rappelle, à l’occasion, avoir prolongé son offre "Idoom Fibre" pour une durée supplémentaire d’un mois à compter du 14 septembre 2023. "Cette réussite témoigne, encore une fois, selon ladite entreprise, de l’engagement continue de l’entreprise de moderniser et étendre son réseau de fibre optique à l’ensemble des citoyens algériens où qu’ils soient".

LE MINISTRE DE L’HABITAT L’A ANNONCÉ :

263 nouveaux établissements scolaires réceptionnés

Pas moins de 263 nouveaux établissements scolaires ont été réceptionnés. L’annonce a été faite hier lundi, à la veille de la rentrée scolaire prévue aujourd’hui mardi, par le ministre de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi.

Par Slimane T.

Présidant une réunion d’évaluation dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 2023/2024, le ministre a fait le point sur la situation de l’avancement des travaux de réalisation d’équipements publics et d’infrastructures. Il a affirmé que son secteur accorde une grande importance pour la réalisation d’équipements publics dans les délais fixés afin de poursuivre la cadence de livraison de logements. Le ministre a indiqué que le nombre d’infrastructures livré cette année (263) a enregistré une hausse significative par rapport à l’année dernière ou il s’élevait à 176 établissements. «Cette augmentation est en diapason avec l’augmentation du nombre de projets de logement réalisés par le secteur, sachant que ces installations se trouvent dans les nouvelles cités qui sont livrés progressive-

ment», indique-t-il. En détail, le ministre a indiqué que « 145 écoles primaires, 75 CEM et 43 lycées collégiés ont été livrés », ajoutant que « sur les 269 établissements scolaires inscrits au programme dans la loi de Finances 2023, 263 sont réceptionnés ». A ce sujet, le ministre a souligné que des mesures nécessaires seront prises contre les directeurs récalcitrants et ceux n’ayant pas respecté les délais de livraison. Le ministre a révélé que l’année 2024 verra à son tour "un programme important" dans ce domaine, lequel est en cours de planification par les services du ministère. M. Belaribi a fait savoir que son département ministériel mène une opération d’évaluation des directeurs au niveau des wilayas, soulignant que l’administration centrale dispose de caractéristiques administratives et techniques qui lui permettent d’évaluer correctement ses directeurs.

«Je tiens à souligner le grand attachement du gouvernement, notamment du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à fournir ces équipements à nos enfants», a-t-il poursuivi. Sur un autre registre, le ministre a fait part d’un accord conclu entre son département et son homologue de la Santé. D’après M. Belaribi, les services du Premier ministre ont validé un accord signé entre le ministère de la Santé et celui de l’Habitat pour le transfert de la gestion des projets du secteur de la Santé vers le département de l’Habitat. «Le suivi de tous les projets pour la réalisation d’hôpitaux de capacités de 60, 80, 120, 240 ou 400 lits sera attribué aux services du ministère de l’Habitat qui dispose de l’ensemble des moyens et des spécialistes pour le suivi de ce genre d’équipements. Cette situation apportera un nouveau souffle à ces projets et contribuera à l’accélération des travaux», a-t-il conclu.

RENTRÉE SCOLAIRE

Plus de 11 millions d’élèves rejoignent les établissements scolaires

Plus de 11 millions d’élèves rejoindront les établissements scolaires aujourd’hui mardi au titre de l’année scolaire 2023/2024, encadrés par plus de 500.000 enseignants, dans près de 30.000 établissements éducatifs à travers le pays, et ce, à la lumière de nouvelles mesures organisationnelles et pédagogiques visant à assurer une éducation de qualité. En prévision de ce rendez-vous, le ministère de l’Education nationale a défini deux

thèmes pour la rentrée des classes. Le premier thème, intitulé "L’enfant et les technologies de l’information et de la communication", concerne les élèves des cycles primaire et moyen, tandis que le deuxième, intitulé "Renforcer la cohésion nationale", est réservé aux élèves du cycle secondaire. Une vaste campagne de nettoyage et de décoration des établissements scolaires et de leur environnement a également été organisée à travers le pays.

Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait instruit, mardi dernier lors de la réunion du Conseil des ministres, les ministres de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, et de l’Education nationale de prendre toutes les mesures pour assurer le succès de la rentrée scolaire et ordonné d’exonérer les communes pauvres et défavorisées des charges et des coûts de la prise en charge des

écoles primaires, une responsabilité qui incombera pleinement à l’Etat. La nouvelle année scolaire connaîtra plusieurs nouveautés sur le plan pédagogique, à l’instar de l’enseignement de l’éducation routière, outre l’éducation physique et sportive dans le cycle primaire, assurée par 12.788 enseignants spécialisés, et l’adoption du traitement pédagogique pour les élèves de la première année du cycle moyen.

R N.

ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Conférence de suivi de la phase finale du recrutement

Le ministre de l’Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a présidé, par visioconférence, une conférence nationale consacrée au suivi de la phase finale de recrutement des enseignants contractuels, en prévision de la rentrée scolaire prévue mardi, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère de l’Education nationale. "Dans le cadre de la poursuite de la série de conférences consacrées au

suivi de la rentrée scolaire prévue mardi, le ministre de l’Education nationale, Abdelhakim Belaabed a présidé, dimanche au siège du ministère, une conférence nationale, par visioconférence, en présence des cadres de l’administration centrale et des directeurs de l’Education", précise le communiqué. L’ordre du jour de la conférence a été consacrée au suivi de la phase finale de

l’opération de recrutement des enseignants contractuels pour les postes vacants, dans les trois cycles d’enseignement, wilaya par wilaya, après l’affichage des listes des admis et l’expiration du délai pour le choix des établissements qu’ils souhaiteraient rejoindre. A cet effet, le ministre a souligné que "les directeurs de l’Education sont tenus de télécharger les décisions d’affectation en tant

que contractuels, à partir de la plateforme numérique, de les signer et de les envoyer par email aux établissements éducatifs concernés". A la clôture de la conférence nationale, M. Belaabed a souligné "la nécessité d’accorder l’intérêt nécessaire à cette opération et à garantir un encadrement pédagogique à tous les groupes éducatifs".

R N.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmioub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

PLUSIEURS PROJETS EN COURS DE RÉALISATION

L'investissement touristique en plein essor

Le gouvernement veut redynamiser le secteur touristique. Des facilitations importantes sont accordées aux professionnels du secteur pour redorer le blason de la «destination Algérie». D'importants projets d'investissement ont été réalisés ces trois dernières années et d'autres en cours, ayant contribué dans l'augmentation des capacités d'accueil et surtout de la qualité de service.

Par Sirine R

Selon des chiffres révélés hier par la directrice générale de l'Office nationale du tourisme et Commissaire de la 22^{ème} édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), Saliha Nacer Bey, pas moins de 12 plans d'expansion de zones touristiques sont inscrits, la libération de 166 lots de fonciers pour l'investissement touristique, permettant la création de 17 000 nouveaux lits et 208 nouveaux projets d'investissement d'une capacité de 25 000 lits. Il est à noter, également, que quelque 124 projets sont inscrits au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), dont 60 projets d'hôtellerie. Selon le dernier bilan de l'AAPI, ces projets d'une valeur de plus de 61 000 millions de DA participeront à la création de 5338 emplois. Ces efforts montrent l'intérêt qu'accorde le gouvernement au secteur du tourisme, considéré comme étant un levier de la croissance et de la diversification de l'économie nationale. «Tous ces indicateurs indiquent qu'il y a une nouvelle dynamique insufflée dans ce secteur. Nous visons le développement da-

vantage du secteur et le renforcement de la destination Algérie», souligne l'intervenante lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « Chaîne I ». C'est dans ce cadre que s'inscrit d'ailleurs l'organisation de la prochaine édition de (SITEV) prévue du 28 septembre au 1^{er} octobre prochain au Palais des expositions, Pins Maritimes (Alger), avec la participation de différents acteurs du secteur. Pour elle, le SITEV est l'une «des manifestations touristiques phares organisées en Algérie, offre l'opportunité de promouvoir la destination Algérie, d'autant qu'il coïncidera avec l'ouverture de la saison touristique saharienne. L'évènement est également une occasion «pour les opérateurs algériens et étrangers notamment les agences touristiques, les investisseurs, et les gestionnaires d'établissements hôteliers et touristiques d'exposer leur produits, et d'établir des partenariats avec différents professionnels et acteurs du secteur touristique». L'édition de cette année verra «la participation de différents acteurs et partenaires dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, notamment les établissements sous tutelle, des agences de tourisme et de voyage, des opérateurs touristiques, des établisse-

ments hôteliers publics et privés, des artisans, des établissements financiers (banques et assurances ainsi que des entreprises de transport, des associations et des offices de tourisme, des créateurs de contenu touristique et des promoteurs de start-up activant dans ce domaine, outre des participants de plusieurs pays étrangers. De nombreuses conférences et journées d'études sont prévues en marge du Salon, et seront animées par des experts locaux et internationaux dans le domaine du tourisme. Des espaces seront également consacrés à l'artisanat avec un pavillon entièrement dédié aux produits artisanaux, ainsi que l'organisation d'ateliers animés par des artisans spécialisés dans différents métiers de l'artisanat. En marge du salon, la directrice générale de l'Office nationale du tourisme a annoncé l'organisation d'un voyage exploratoire qui conduira les délégations étrangères à Ghardaïa et Timimoun, en passant par la capitale, sous le slogan «Le chemin du palais». La porte-parole a également ajouté que le Salon international du tourisme avait réservé un espace pour les enfants afin d'inculquer la culture touristique sous le slogan « Dessinez la beauté de votre pays».

DJANET

Nettoiement des sites touristiques

Une vaste campagne bénévole de nettoyage des sites touristiques et archéologiques a été lancée dans la wilaya de Djanet en prévision de la nouvelle saison touristique saharienne. Menée avec la participation de près d'une cinquantaine d'agences touristiques, établies au niveau des wilayas d'Alger, Ghardaïa, Tamanrasset et Djanet, cette campagne est composée d'une flotte de 25 véhicules tout-terrain et un camion, scindés en deux groupes, le premier devra rallier la destination touristique de Tadraret-Rouge via les sites archéologiques et le second contingent rejoindra la région d'Ihrir et ses composantes touristiques. Placée sous le signe "Saison touristique réussie dans un environnement propre", cette campagne, initiée avec le concours de la Direction du tourisme et de l'artisanat (DTA) et de nombreuses associations touristiques, s'est ébranlée du siège de la wilaya en présence des autorités locales et des responsables locaux. Donnant le coup d'envoi de cette campagne, le wali de Djanet, Benabdallah Chaïbeddour, a salué les efforts des participants pour la réussite de cette initiative qui contribue largement à promouvoir le tourisme dans cette région. Pour sa part, le DTA, Alamine Hammadi, n'a pas manqué de louer l'esprit de citoyenneté manifesté par les responsables des agences touristiques, avant d'appeler les touristes et visiteurs de la région à œuvrer pour la propreté de ces vestiges et de faire preuve de comportements civiques. De nombreux participants bénévoles à cette campagne de remise en bon état des sites touristiques se sont félicités de cette action visant la valorisation des potentialités naturelles et archéologiques du Tassili n'Ajjer requérant également l'implication des touristes à préserver le patrimoine touristique local.

26^{ÈME} SALON SUR L'ÉCONOMIE VERTE ET CIRCULAIRE

Le CDER prend part aux travaux prévus en novembre en Italie

Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) participera à la 26^{ème} édition du Salon international sur l'économie verte et circulaire « ECO-MONDO » qui se tiendra du 7 au 10 novembre prochain à Rimini, en Italie, a indiqué, ce lundi, le Centre dans un communiqué. « Le CDER organise, en collaboration avec l'IEG, un voyage d'affaire de trois jours au profit des entreprises Algériennes pour participer à ce Sa-

lon international et à des rencontres B2B avec leurs homologues italiens et internationaux », précise la même source. Le salon constitue «l'évènement international de référence en Europe et dans le bassin méditerranéen pour les technologies, services et solutions industrielles dans les secteurs de l'économie verte et circulaire ». Il accueille, souligne la même source, les entreprises leaders dans les services, solutions et technologies environ-

nementales, couvrant la gestion de l'eau, l'élimination des déchets, le textile, la bioénergie, la gestion et la protection des sols, les transports, l'agriculture et les villes durables. Des conférences, des débats et des ateliers seront également au menu afin d'explorer les aspects liés au monde des énergies renouvelables et à la transition énergétique au niveau national et international. Dans le cadre du partenariat stratégique entre l'Algérie et l'Italie, essentielle-

ment dans le domaine de la transition énergétique, le CDER est désormais le partenaire officiel de The Italian Exhibition Group « IEG » en Algérie, précise le Centre. Le partenariat entre le CDER et l'IEG vise à vulgariser les activités du centre et ses unités à l'échelle internationale pour d'éventuelle participation aux appels à projets internationaux. Il constitue aussi l'occasion pour exposer le savoir-faire du CDER et des entreprises algé-

riennes dans le domaine des énergies renouvelables et l'économie circulaire et œuvre à établir une collaboration gagnant-gagnant et à favoriser la promotion des relations économiques, commerciales et industrielles entre l'Algérie et l'Italie, notamment dans le cadre de l'échange de technologies en matière de développement des énergies renouvelables et de l'économie circulaire, ajoute le communiqué. **RE**

SALON INTERNATIONAL DES FAÇADES, FENÊTRES ET PORTES

60 exposants attendus à Oran

Le Salon International des Façades, Fenêtres et Portes (SIFFP) est prévu, du 27 au 30 septembre 2023, au Centre des Conventions d'Oran, Mohamed Ben Ahmed, Le Méridien, Oran, a annoncé l'organisateur de l'évènement « FFP Events » dans un communiqué. Le SIFFP est un événement emblématique de l'industrie de la construction en Algérie. Depuis sa première édition, il y a cinq ans, le SIFFP s'est imposé comme une plateforme incontournable pour les professionnels du secteur. Chaque année, il réunit des exposants

nationaux et internationaux, des experts de l'industrie, et des visiteurs en quête des dernières tendances et innovations. Pour cette année, une soixantaine d'exposants, dont 10 étrangers prendront part à cette 5^{ème} édition. Au fil des éditions, le SIFFP a évolué pour refléter les défis et les opportunités de l'industrie. Il est devenu le lieu où se nouent des partenariats fructueux, où les avancées technologiques sont présentées, et où les discussions sur l'efficacité énergétique et l'avenir de la construction ont lieu. Chaque année, le SIFFP s'efforce de repousser les limites

de l'innovation et de promouvoir des pratiques plus respectueuses de l'environnement dans le secteur. Le salon a pour objectif de promouvoir les activités liées aux portes, fenêtres et façades en verre ; amener la technologie internationale moderne ; économique et automatique; sensibiliser les professionnels et les grands publics sur l'importance d'utilisation de la menuiserie performante afin d'économiser de l'énergie et encourager les investissements et créer de nouveaux emplois dans ce domaine, détaille la même source. Ce salon est une occasion de

présenter les équipements et les techniques modernes utilisés dans ce domaine. Sur la base de ces objectifs, le salon a été soutenu par un riche programme de conférences scientifiques et de terrain, qui seront animées par des experts Algérien et internationaux. Par ailleurs, et dans le but de bénéficier de l'expertise internationale, un espace a été alloué aux responsables des entreprises étrangères visitant le salon afin de permettre aux entreprises locales et aux particuliers de bénéficier d'une expertise internationale.

S R.

RAPPORT

Ces 10 pays africains où les prix du carburant sont les plus bas

En septembre, huit pays africains arrivent à maintenir les prix en dessous d'un dollar pour un litre de carburant par rapport au recensement effectué le mois précédent par GlobalPetrolPrices. Un bas prix du carburant présentant de nombreux avantages pour l'économie, un certain nombre de pays africains y parviennent. Parfois, ces prix sont inférieurs à la moyenne mondiale, à savoir 1,33\$ le litre. La plateforme GlobalPetrolPrices.com a présenté une liste des dix pays africains aux prix du carburant les plus bas au mois de septembre. Et ce, par rapport aux chiffres du mois dernier. La première position est toujours détenue par la Libye qui arrive à maintenir le prix de 0,031 dollar pour un litre, alors que la moyenne mondiale est de 1,33 dollar le litre. Tout comme au mois d'août, ensuite arrivent les six pays suivants: l'Algérie, l'Angola, l'Égypte, la Tunisie, le Nigeria et le Libéria qui maintiennent leurs prix inférieurs à un dollar le litre d'essence. La donne a légèrement changé pour les trois derniers pays de la liste, le Soudan étant descendu à la 10e place avec un prix d'1,062 dollar contre un litre de carburant. Au mois d'août, ce pays africain se positionnait à la 8e place, mais l'a cédée au Gabon. Le Botswana occupe actuellement la 9e place avec un prix d'1,061 dollar contre un litre de carburant. Selon GlobalPetrolPrices, en règle générale, les pays riches ont des prix plus élevés sur le carburant, "tandis que les pays plus pauvres et les pays qui produisent et exportent le pétrole ont des prix nettement plus bas".

PÉTROLE

Le Brent à près de 95 \$

Les prix du pétrole restent en hausse lundi et s'approchent de la barre de 95 dollars, toujours poussés par les craintes d'un déficit important sur le marché avec les réductions volontaires de l'Arabie saoudite et de la Russie et la résilience de la demande. Les analystes évoquent à présent la possibilité d'un baril à 100 dollars.

Par R E.

Vers 09H15 GMT (11H15 HEC), le baril de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,28% à 94,19 dollars, après avoir culminé jusqu'à 94,78 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas, pour livraison en octobre, gagnait 0,45% à 91,18 dollars, peu après avoir touché 91,70. Le marché du pétrole "reçoit actuellement de nombreux signaux haussiers", avec "une demande croissante aux Etats-Unis et en Chine, tandis que l'offre est confrontée à des limitations (...) intentionnelles", expliquent les analystes d'Energi Danmark.

L'Arabie saoudite et la Russie ont décidé de prolonger leurs coupes volontaires de production et des exportations concernant environ 1,3 million de barils par jour jusqu'à la fin de l'année. «Les prix du pétrole brut n'ont cessé d'augmenter depuis la fin du mois de juin, lorsqu'il est apparu clairement que l'Arabie saoudite maintiendrait sa production à 9 millions de barils par jour, non seulement en juillet mais aussi en août", puis prolongé cette décision en septembre, rappelle Bjarne Schieldrop, analyste de Seb. Les cours du brut avaient flambé et s'étaient approchés de leurs records historiques dans les premiers jours de l'in-

vasion russe en Ukraine, en raison des craintes de rupture d'approvisionnement venant de Moscou, la Russie étant l'un des plus importants producteurs de brut au monde. «La Chine, moteur de la croissance de la demande de pétrole, reste probablement le facteur le plus déterminant pour les prix du brut», affirme Tamas Varga, analyste de PVM Energy. La reprise du pays après la fin des restrictions sanitaires s'est avérée plus poussive que prévu. De meilleurs indicateurs économiques pourraient donc apporter un fort soutien au prix, quand des indicateurs moins bons les tempêraient.

ORAN

Le salon Pharmex 2023 en octobre

Plus d'une centaine d'exposants prendront part à la 7ème édition du salon professionnel de la pharmacie, de la parapharmacie (Pharmex 2023), qui sera organisé du 19 au 21 octobre prochain au Centre des conventions d'Oran Mohamed Benahmed", a-t-on appris, lundi, auprès des organisateurs. Le salon, organisé sous le thème "le Merchandising, la Fiscalité et la Gestion de l'officine" est l'un des événements les plus attendus dans le domaine de la santé et du bien-être, accueillera des participants des différentes régions du pays pour explorer les dernières tendances, innovations et opportunités dans l'industrie pharmaceutique et parapharmaceutique, a fait savoir l'Agence organisatrice "Pharmex Communication" dans un communiqué. Cet événement s'avère être une plateforme

inestimable pour les pharmaciens, les professionnels de la santé, les fournisseurs de produits pharmaceutiques et de parapharmacie, ainsi que pour toute personne intéressée par les développements de ce secteur dynamique, a-t-on ajouté. Plus de 100 exposants présenteront leurs derniers produits et services, des médicaments aux dispositifs médicaux, en passant par les produits de beauté et de bien-être, notamment des opérateurs dans le domaine pharmaceutique, dont des laboratoires, distributeurs, parapharmacies et phytothérapies, dispositifs médicaux, services (logiciels, édition, référentiel des médicaments). Outre ces opérateurs, Pharmex réunira également d'autres acteurs des domaines de la santé et de la pharmacie tels que les Enseignants, les chercheurs, les résidents et étu-

dants en pharmacie, ainsi que des institutions publiques à l'image de la direction de la santé, CNAS, entre autres). Un riche programme de conférences et d'ateliers a été concocté, où des experts animeront des sessions sur les tendances actuelles, les nouvelles réglementations et les avancées technologiques dans le secteur pharmaceutique, dans des thèmes comme "l'innovation dans l'industrie pharmaceutique Algérienne", et "La rentabilité linéaire: un objectif de développement du chiffre d'affaire de l'officine", entre autres. Un espace de réseautage sera aussi mis en place, où les participants auront l'occasion de rencontrer des professionnels de l'industrie, d'échanger des idées et de développer des partenariats stratégiques, a-t-on indiqué.

PORT DE DJENDJEN JIJEL

Quatre tonnes de produits d’entretien exportées vers le Burkina Faso

Une cargaison de 4 tonnes de produits d'entretien fabriqués en Algérie a été exportée durant le week-end dernier vers le Burkina Faso via le Port de Djendjen (Jijel), a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de wilaya du Commerce et de la promotion des exportations.

Le responsable de la cellule de communication de cette direction, Abderrahmane Djennas, a précisé que la marchandise exportée est constituée de divers produits d'entretien ménager. L'opération contribue, selon le même responsable, à la diversification des exportations hors hydrocarbures et

assure au pays des revenus supplémentaires en devises fortes. M. Larbi Boudib, un opérateur économique supervisant cette opération d'exportation, a affirmé que cette expédition de produits d'entretien ménager sera suivie, mensuellement, d'autres envois similaires vers le même pays. Il a également as-

suré que les produits fabriqués en Algérie ont prouvé leur qualité et leur capacité à concurrencer les produits de même nature fabriqués dans d'autres pays, soulignant que les opérateurs de la wilaya de Jijel s'emploient à rechercher de nouveaux marchés africains. **R E.**

ALGEX

Une Foire de produits algériens en Ouganda du 30 septembre au 2 octobre

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations organise une Foire de produits algériens en Ouganda, du 30 septembre au 2 octobre, a annoncé l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX). « Nous informons l'ensemble des opérateurs économiques algériens de l'organisation par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations d'une Foire de produits al-

gériens en Ouganda, prévue du 30 septembre au 2 octobre 2023 dans ce pays », a précisé l'ALGEX sur son site web. Cette manifestation économique « importante » vise à encourager l'exportation des produits algériens dans les marchés africains en concrétisation de « la stratégie et du programme de l'Etat de promouvoir les capacités de production diversifiées et fortes de l'économie nationale en vue de hisser la dynamique et la cadence de l'exporta-

tion hors hydrocarbures dans le cadre des efforts déployés par notre pays pour promouvoir le produit national». A l'occasion de cette Foire, «tous les acteurs et opérateurs économiques actvant dans différents secteurs auront l'opportunité d'accéder aux marchés africains en général et à ceux ougandais en particulier à travers notamment la conclusion de conventions de partenariat avec des hommes d'affaires africains ».

En marge de cette manifestation, une délégation d'hommes d'affaires algériens de haut niveau effectuera une visite à ce pays, a fait savoir l'ALGEX. Pour participer à cette Foire, les opérateurs économiques algériens peuvent s'inscrire sur le site web de l'Agence: <https://www.algex.dz> ou contacter les services d'organisation des manifestations de l'ALGEX via l'e-mail: ents.algex@gmail.com ou par fax: 023838767.

RÉUNION DES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES ARABES

Investir les excédents budgétaires dans les pays arabes

Des gouverneurs de banques centrales arabes et des responsables du secteur financier ont mis l'accent, lundi à Alger, sur l'importance d'investir les excédents budgétaires arabes dans les pays arabes, et de renforcer le rôle des organisations de développement économique et financier arabes dans la coordination des politiques économiques communes, saluant les pas franchis par l'Algérie en matière de diversification de l'économie et de promotion de l'investissement.

Par R.E.

Dans des déclarations en marge de la 47e session ordinaire du Conseil des gouverneurs des banques centrales et institutions monétaires arabes, les responsables financiers ont appelé les pays arabes à accélérer la mise en œuvre des réformes économiques pour diversifier leurs économies et faire face à la conjoncture économique actuelle qui a accentué les niveaux d'inflation et d'endettement, et ce à travers la coordination des efforts pour limiter les répercussions de l'inflation importée. A cet égard, le gouverneur de la banque centrale irakienne, Ali Mohsen Ismail a insisté sur la coopération et la coordination des positions des pays arabes face à la situation économique internationale, plaidant pour des "réformes structurelles importantes en matière de diversification de l'économie". "Chaque pays se doit de définir les risques et les défis, et d'explorer les capacités et les énergies pour booster les investissements", a-t-il dit, appelant à investir les excédents budgétaires arabes dans les pays arabes au lieu de l'étranger. La concrétisation de cet objectif passe, selon le même intervenant, par le dialogue et des mesures réglementaires, législatives et structurelles en vue de protéger ces investissements, regrettant le niveau des investissements

arabes en dehors des Etats arabes, "plus importants que ceux à l'intérieur de ces Etats". M. Ismail a estimé, par ailleurs, que l'Algérie engageait des réformes structurelles pour diversifier son économie et capter les investissements, soulignant que le pays jouissait de "grandes potentialités qui peuvent contribuer à la réalisation d'une économie plus importante et une meilleure diversification". De son côté, le Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Merouane Abassi a fait observer que les grandes augmentations des taux d'intérêt en Europe et aux Etats-Unis décidées pour juguler l'inflation, avaient des répercussions négatives sur les pays débiteurs. Il a relevé l'importance d'une "coordination des politiques monétaires et financières entre les Etats arabes, avec un retour à la production et à l'investissement, en vue de relancer la dynamique de croissance et trouver une solution à l'inflation importée". Il est crucial, pour le responsable tunisien, d'aboutir à une plus grande solidarité entre les Etats dans ce contexte économique, appelant dans ce sens à développer le Fonds monétaire arabe (FMA), afin qu'il soit un outil pour résoudre les problèmes financiers et monétaires. Quant au gouverneur de la Banque centrale du Yémen, Ahmed

Ahmed Ghaleb, il a affirmé que la digitalisation du secteur financier figurait parmi les plus importants points évoqués lors de la réunion des banques centrales arabes, ainsi que les défis de la relance de la croissance, la lutte contre l'endettement élevé de certains Etats et la coordination entre les politiques financières et monétaires. Il a également mis en avant "les atouts économiques de l'Algérie sur le plan régional" relevant que le pays dispose d'"une économie prometteuse capable de sortir de toute crise qui pourrait surgir". De son côté, le vice-gouverneur de la Banque centrale d'Oman, Qais Issa Mohammed Al Yahyai, a mis en exergue l'importance des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion eu égard à la situation économique internationale actuelle, jugeant qu'il est temps pour les économies arabes d'entreprendre des réformes financières dans le cadre d'un équilibre entre la croissance économique et la politique monétaire. Créé en 1976, le FMA est une institution financière régionale arabe, visant principalement à établir des politiques et des méthodes de coopération monétaire arabe, développer les marchés financiers arabes et réunir les conditions menant à la création d'une monnaie arabe unifiée, outre le règlement des paiements courants entre les Etats membres.

UN FORUM NATIONAL PRÉVU LUNDI PROCHAIN À CHLEF

L'investissement dans l'aquaculture en débat

Un forum national sur l'aquaculture intitulé "l'aquaculture en Algérie ... Entre opportunités d'investissement et défis" sera organisé, lundi prochain (25 septembre) à l'université de Chlef, avec une large participation d'universitaires, experts et professionnels du secteur, a-t-on appris, lundi, des organisateurs. "Cette rencontre nationale vise à inciter les opérateurs à investir dans le domaine de l'aquaculture. Elle sera également l'occasion de mettre en exergue l'intérêt conféré par la tutelle au développement de l'activité aquacole", a indiqué le directeur du laboratoire de la mondialisation et son impact sur les économies d'Afrique du Nord de l'université de Chlef, Dr. Achour Mezrik. Le forum s'intéressera à plusieurs thèmes relatifs, entre autres, à l'aquaculture marine et les facteurs de développement de cette filière en Algérie, l'impact économique et social de la filière aquacole et les moyens de consécration du développement durable. La situation des projets industriels dans le domaine aquacole, notamment les éclosiers, les unités de production d'aliments et les chaînes de stockage et d'emballage, sont également au programme de la rencontre. Des expériences nationales et internationales réussies dans le domaine de l'aquaculture seront présentées à l'occasion de ce forum qui sera abrité par la salle de conférence de l'ex-siège de la faculté des sciences économiques et de gestion de la cité "Essalem", a-t-on indiqué. A noter que la wilaya de Chlef est leader national en matière d'aquaculture marine et contribue avec une part importante à la production nationale de daurade royale et de loup de mer.

ASMIDAL

Une production de 12 millions de tonnes d'engrais azotés par an d'ici 2030

Le PDG du groupe Asmidal, Mohamed Tahar Heouaine, a considéré le rôle de l'ingénieur agronome comme « essentiel et fiable pour accompagner l'agriculteur à travers l'utilisation de méthodes scientifiques pour améliorer la production », notant, en sa qualité de Président de l'Union arabe des engrais, que la production d'engrais des pays arabes représente un tiers de

la production mondiale. Concernant la production nationale, le responsable a confirmé, en marge du 5e congrès de l'Union nationale des agronomes (UNA), organisé, hier samedi, à Alger, sous le slogan « L'ingénieur agronome, un acteur clé dans l'agriculture durable », que le groupe répond à 100 pour cent aux besoins nationaux en engrais azotés, tandis que 70

pour cent des besoins en engrais phosphatés sont satisfaits, soulignant les efforts du groupe Asmidal pour augmenter la production au niveau de l'entreprise « Fertil », afin de répondre aux besoins nationaux pour ce type d'engrais à partir de l'année prochaine. Quant aux engrais azotés, il a souligné que l'Algérie est considérée comme l'un des plus grands producteurs de ces matières au ni-

veau régional, ajoutant que les investissements en cours permettront d'atteindre la production de 12 millions de tonnes par an d'ici 2030, ce qui donnera à l'Algérie une position de leader sur le marché international, surtout au vu des nombreuses demandes de produits algériens de la part de pays étrangers, selon le même responsable.

AVEC LA PARTICIPATION DE 70 EXPOSANTS

Lancement de la 2^e édition d'Algeria WoodTech

Le coup d'envoi de la 2e édition du Salon international du bois, menuiserie, équipements et technologies "Algeria WoodTech" a été donné lundi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger) avec la participation de plus de 70 exposants venus de différents pays. Cette manifestation qui s'étendra jusqu'au 21 septembre regroupe plusieurs opérateurs locaux et étrangers

issus de pays africains, européens et asiatiques, et activant dans les domaines des matières premières, des panneaux en bois, de menuiserie, des équipements et des machines outre la robotisation, l'automatisation et les technologies. Selon les organisateurs, ce salon se veut une opportunité pour les investisseurs activant dans le domaine du bois de faire connaître leurs produits

et d'établir de nouveaux partenariats et investissements dans l'objectif de renforcer leur présence sur les marchés algérien et étranger. Le coup d'envoi de cette 2e édition de "Algeria WoodTech", organisée par "CGCOM EVENT", a été donné par le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, et le directeur général de la Société algérienne des foires et

exportations (Safex), Karim Boukadoum. A cette occasion, M. Moula s'est félicité de la tenue de ce genre de manifestations, rappelant, dans ce sens, "les progrès réalisés par plusieurs exposants locaux qui ont réussi à ouvrir des unités de production dans la filière du bois et de la menuiserie après avoir été des importateurs".

BORDJ BOU-ARRERIDJ

Un faible taux de chômage

Plus de 9.300 emplois ont été créés depuis début 2023 dans la wilaya de Bordj Bou- Arreridj dans les secteurs économiques public et privé, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Le secteur économique de la wilaya connaît, a-t-on affirmé, une «réelle dynamique» grâce au soutien et à l'accompagnement des investisseurs par les autorités centrales et locales, permettant la création d'unités de production dans le cadre de «la stratégie adoptée et des mesures prises pour prendre en charge les demandes d'emploi et créer des postes de travail, en particulier dans le secteur économique». Les services de la wilaya ont précisé que la politique adoptée dans ce contexte a eu un «impact positif» sur le secteur de l'emploi dans la wilaya comme en témoigne le faible taux de chômage.

Le nombre de postes d'emploi couverts par la sécurité sociale a ainsi atteint plus de 9.300 depuis le début de cette année par l'intermédiaire de l'Agence nationale de l'emploi et de ses annexes qui avaient signalé 9.734 offres d'emploi sur le territoire de la wilaya, selon la même source.

PROTECTION CIVILE

Extinction de la majorité des feux de forêts dans plusieurs wilayas

Les éléments de la Protection civile ont réussi à éteindre la majorité des feux de forêts qui se sont déclarés dans la nuit de samedi dans plusieurs wilayas du pays, à l'instar de Béjaïa, Tizi-Ouzou, Jijel, Skikda, Blida, Bouira et Médéa.

Concernant la situation générale de ces feux jusqu'à dimanche à 18:30, les services de la Protection civile ont indiqué que des feux qui se sont déclarés dans plusieurs wilayas avaient été complètement circonscrits notamment (1) un feu à Béjaïa, (1) un à Skikda, tout en continuant à surveiller les incendies après leur extinction notamment au niveau de la wilaya de Béjaïa (1), de Jijel (1), de Skikda (2) et de Bouira (1).

Les opérations d'extinction se poursuivent toujours à Béjaïa (3 feux), à Jijel (2), à Tizi-Ouzou (3), à Skikda (2) et à Blida et à Médéa (1 feu). Les mêmes services ont fait état de 41 incendies circonscrits sur 59, dans des conditions climatiques difficiles à cause des fortes rafales de vent, ce qui a accéléré la propagation des feux.

Les éléments et les équipes de la Protection civile restent mobilisés pour lutter contre les feux de forêt, de broussailles et de maquis à travers plusieurs wilayas.

BOUIRA

Plus de 500 millions de dinars pour la réhabilitation d'établissements scolaires

Une enveloppe financière de plus de 500 millions de dinars a été allouée à des travaux de réhabilitation de plusieurs établissements scolaires à travers des communes de la wilaya de Bouira, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

"C'est dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire que plusieurs opérations de réhabilitation d'établissements scolaires ont été effectuées cette année à Bouira pour un montant global de plus de 500 millions de dinars", a expliqué à la presse le directeur des équipements publics, Mohamed Messar. Les opérations de réhabilitations ont touché des dizaines d'établissements scolaires des trois paliers d'enseignement à travers plusieurs communes de

la wilaya de Bouira, dont notamment Bouira, Bechloul, Sour El Ghouzlane, Lakhdaria, Ain Bessam, et M'Chedal-lah.

En outre, de nouveaux établissements scolaires, un lycée, trois centres d'enseignement moyen (CEM) et cinq écoles primaires, ont été réalisés et réceptionnés en prévision de la rentrée scolaire 2023-2024.

"Ces nouveaux établissements sont prêts à accueillir les élèves dès mardi prochain", a encore expliqué M. Messar, tout en assurant que toutes les conditions sont réunies pour réussir la rentrée scolaire mardi.

EL-MÉNIAÂ

Mise en service d'une vingtaine de nouvelles dessertes urbaines et rurales

Une vingtaine de nouvelles lignes de transport urbain et rural ont été ouvertes depuis le début de cette année dans la wilaya d'El-Méniaâ, a-t-on appris de la direction locale des transports. Visant le désenclavement des régions dépourvues de ce service et faciliter la mobilité des citoyens, ces nouvelles dessertes au nombre de 18: 12 urbaines dans la commune du chef lieu de la wilaya et 6 rural dans la commune de Hassi-El-Gara, viennent étoffer le schéma de couverture des différentes zones urbaines et rurales, dont les flancs Est et Ouest de Hassi-El-

Gara, Ouled Fredj, le nouveau pôle urbain, a expliqué le directeur des transports, Hocine Bouchama. Le schéma de transport rural, arrêté par les services concernés, porte sur l'ouverture des liaisons devant desservir la zone rurale de Hassi- Ghanem, 40 km Nord de la wilaya, El-Méniaâ-Hassi-Lefhal, 155 km Nord de la wilaya, a fait savoir le même responsable qui invite, à ce titre, les investisseurs de se rapprocher de la direction pour l'établissement de l'autorisation d'exploitation des lignes. Le transport urbain de la wilaya d'El-Méniaâ est assuré actuellement par une

flotte de 128 véhicules-taxis en plus de quatre (4) bus relevant de l'entreprise de transport urbain de la wilaya. Pour souci d'améliorer les services de transport, M. Bouchama a fait part de la formation 60 chauffeurs de taxis au niveau de la wilaya leur permettant de se doter de l'autorisation réglementaire de transport, avant de reconduire cette opération au profit de près 90 autres candidats. Le même responsable a dévoilé, à ce titre, qu'une demande a été déposée au niveau du ministère de tutelle pour l'inscription d'un projet de réalisation d'une

gare routière, dont le terrain devant y servir d'assiette a été retenue sur une surface de quatre (4) ha au niveau de la nouvelle ville d'El-Méniaâ.

A cette opération vient se greffer la proposition d'une autre similaire de type A pour répondre aux attentes des voyageurs et transporteurs transitant par la région, en plus de la suggestion, au titre du nouveau planning de transport de wilaya, de la réalisation de deux stations de transport urbain au niveau des communes de Hassi-El-Gara et Hassi Lefhal, a fait savoir la même source.

NOUVELLE FACULTÉ DE MÉDECINE À BECHAR
Livraison à la fin du premier trimestre 2024

Le projet de réalisation d'une nouvelle faculté de médecine (2.000 places pédagogiques) à l'université Tahrimohamed de Bechar (UTMB) sera réceptionné à la fin du premier trimestre 2024, a-t-on appris dimanche auprès du rectorat de cette université. Ce projet qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des infrastructures du secteur de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique dans la région, notamment en matière de la formation des praticiens de la santé et la promotion de la recherche médicale, sera réceptionné à la fin du mois de mars 2024, a déclaré à l'APS le vice-recteur, chargé des relations extérieures Abdelkrim Saidi. Cette future structure pédagogique qui connaît un taux d'avancement des chantiers jugé «appréciable», s'étend sur une superficie globale de 51.442,43 M2. Ce projet, dont les travaux ont été entamés en septembre 2021, a nécessité une enveloppe financière dégagée au titre du programme sectoriel de développement de plus de deux (2) milliards de dinars pour sa concrétisation au niveau du nouveau pôle universitaire de Lahmar au nord de Bechar, a-t-il expliqué. La nouvelle faculté de médecine, qui permettra dès son inauguration durant la rentrée universitaire 2024/2025, la délocalisation de l'actuelle faculté de la même spécialité



d'enseignement, sera composée de quatre (4) amphithéâtres d'une capacité d'accueil globale de 1.000 places pédagogiques, six (6) imposantes salles de travaux dirigés, vingt-quatre (24) laboratoires, quarante (40) autres bureaux pour les différentes utilités scientifiques et pédagogiques, en plus d'une bibliothèque de 250 places pédagogiques ainsi que plusieurs autres structures et servitudes nécessaires à son fonctionnement, a-t-il détaillé.

L'ÉCONOMIE RUSSE PLIE MAIS NE ROMPT PAS

Le grand tournant

Loin de tout écroulement, les entreprises russes continuent de s'adapter. La croissance est en partie un jeu de dupes, entretenue avant tout par les industries militaires. Mais sans développement.

Par Benjamin Quenelle

Pour bien des chefs d'entreprises russes, en ce début d'automne, le principal casse-tête de la rentrée n'est ni le nouveau train de sanctions occidentales ni la chute du rouble, ni l'inflation ni la hausse des taux. La première urgence, c'est de recruter. Dans un marché de plein emploi où le taux de chômage atteint le niveau le plus bas de l'histoire (à peine plus de 3 %), les entreprises peinent à embaucher. Les salaires flambent, avec des hausses mensuelles de plus de 13 % juste avant l'été et de quelque 6 % sur le premier semestre. L'« opération militaire spéciale » du Kremlin en Ukraine en est en partie la cause. Les généreuses soldes offertes aux volontaires partis au front attirent de nombreux jeunes parmi les couches les plus populaires des régions industrielles. A l'opposé, à Moscou et dans les autres grandes villes, la pénurie de cadres qualifiés s'est aggravée avec le départ d'hommes fuyant la mobilisation militaire et l'absence de perspectives économiques. Mais la Russie paie avant tout pour l'un de ses maux endémiques : la crise démographique. Par ricochet, le pays souffre aujourd'hui du faible taux de naissances des générations passées et, par conséquent, d'un manque de jeunes hommes en âge de travailler. Conséquence : les entreprises sont contraintes d'augmenter les salaires pour attirer des recrues en nombre insuffisant. Certains n'ont pas les moyens. Mais la plupart trouvent des solutions.

De nouveaux marchés

A contrario, ce regain d'activité sur le marché de l'emploi est aussi une bonne nouvelle pour l'économie russe

: une fois encore, elle s'adapte et tient le choc. Loin donc de la paralysie promise par l'Ouest qui, en dix-neuf mois de conflit en Ukraine, a désormais fait de la Russie le pays le plus sanctionné au monde. Pour 2023, la banque centrale anticipe une hausse du PIB de 1,5 à 2,5 %, au-delà de sa prévision initiale (0,5-2 %). Et, l'an prochain, selon le FMI, la croissance sera plus forte en Russie qu'en Europe. Les industries manufacturières ont notamment enregistré une croissance de production au premier semestre, près de 5 %. Pour les industries d'extraction (pétrole et gaz), les exportations n'ont pas baissé malgré les sanctions sur le brut et les produits raffinés. Moscou s'est tourné vers de nouveaux marchés, Inde et Chine en tête. Les sanctions européennes et américaines n'ont pas eu les effets espérés à Bruxelles et Washington car, contrairement aux mesures passées ciblant l'Iran, elles n'ont pas été totales et la Russie a su trouver d'autres marchés pour vendre son énergie. Et d'autres fournisseurs pour s'approvisionner en technologies. Les politiques de « substitution aux importations » (dopant les productions nationales) et les « importations parallèles » (contournant grâce à des pays « amis » les interdictions d'exportations occidentales) ont permis d'atténuer les effets des sanctions. Si l'économie montre des signes de crise, avec notamment une inflation croissante et un déficit budgétaire, ce n'est jamais que la sixième fois depuis la chute de l'URSS : mi-1990, 1998, 2008-2009, 2015, 2020. Les entreprises russes ont acquis une grande expérience professionnelle du système D. Mais elles ont les plus grandes difficultés pour se développer. La croissance annoncée par la banque centrale est en grande partie un jeu de dupes. Bruxelles peut trompeter : la Russie souffre. Moscou peut fanfaronner : la Russie résiste. Mais la croissance vient sur-

tout des régions aux fortes industries militaires, Oural et Russie centrale, qui enregistrent des hausses de plus 10-15 % depuis cinq mois. A contrario, les régions où domine l'industrie automobile, comme Kalouga et Kaliningrad, enregistrent des baisses de 15 à 18 %. Pareillement, les investissements se font avant tout dans les secteurs industriels militaires, sans donc les habituels effets multiplicateurs pour l'ensemble de l'économie. Investir dans des infrastructures de transport ou des nouvelles technologies a une influence future sur la croissance du pays. Ce n'est pas le cas pour un tank.

Une phase d'adaptation

Ainsi, aujourd'hui, l'économie russe survit mais ne se développe pas. Cet été, le rouble a chuté à son plus bas niveau depuis un an et demi, sous l'effet conjugué d'un regain d'inflation et... de la poursuite de la fuite des capitaux (les sorties nettes ont dépassé les 250 milliards de dollars depuis le début du conflit). Mais, si les sanctions ont réussi à aggraver le gel du développement de l'économie russe, elles ne l'ont pas coulée pour autant. Paradoxalement, l'économie est même devenue l'une des raisons de la poursuite du conflit pour ceux qui en bénéficient : pas seulement les industries militaires mais aussi les oligarques qui, tels les récents repreneurs des activités russes de Danone et Carlsberg, jouent de leurs proximités politiques pour profiter de la distribution d'actifs occidentaux entre amis. Ce n'est donc pas une vraie crise économique mais une phase d'adaptation. Situation bien connue en Russie, habituée à vivre dans les difficultés économiques et... sans changements politiques.

Sources : Les Echos

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

À chacun sa tribune

La multiplication des grandes réunions internationales ces dernières semaines a conduit les chefs d'Etat et de gouvernement à privilégier certains sommets plutôt que d'autres pour faire avancer leurs intérêts.

Par Virginie Robert

Quel message veulent-ils faire passer ? A l'exception de Joe Biden, président du pays hôte de l'Assemblée générale des Nations unies dont la semaine de haute intensité démarre cette semaine, aucun des autres chefs d'Etat membres du Conseil de sécurité n'aura fait le déplacement à New York. Passe encore pour Vladimir Poutine, qui ne fréquente plus cette enceinte depuis des années et qui risque une arrestation pour crimes de guerre depuis que la Cour internationale de justice a émis un mandat d'arrêt contre lui. Rien d'habituel non plus pour le président chinois Xi Jinping, également absent l'an passé et qui a préféré s'investir sur le sommet des BRICS à Johannesburg. Mais le chef du gouvernement britannique, Rishi Sunak, comme le président français Emmanuel Macron, se sont aussi abstenus de faire le voyage. Le premier, selon « The Guardian », pour s'éviter l'embaras de ne pas être convié à la semaine du climat organisée par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, à cause du retard pris par le Royaume-Uni dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le second, en raison des visites du pape et du roi Charles III en France.

L'érosion du Conseil de sécurité

On dédramatise à Paris, en soulignant qu'il n'y a aucune obligation à s'y rendre pour un chef d'Etat et que la délégation française est bien présente, menée par Catherine Colonna, la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. L'absence de deux des trois dirigeants de grandes démocraties membres du prestigieux Conseil de sécurité souligne pourtant – si elle en avait encore besoin – la perte de crédibilité de cet organe devenu absolument impuissant à résoudre les crises, et dont la réforme et l'élargissement devraient être une priorité. « Je suis frappé par l'érosion du Conseil de sécurité. Il est saboté par les Russes et les Chinois depuis de nombreuses années et son rôle est de plus en plus marginal. La France et le Royaume-Uni ont l'air de s'y résigner », constate Michel Duclos, ancien ambassadeur et conseiller spécial à l'Institut Montaigne. Le président français ne cesse de décrire un environnement géopolitique brutalement et profondément dégradé, illustré par l'agression russe en Ukraine, le retour du fait nucléaire, l'instabilité en Afrique, la lutte informationnelle. « Tout cela conduit à un risque de partition du monde, à un affaiblissement de l'ordre international fondé sur le droit, à un affaiblissement de l'idée démocratique, on le voit par la mon-

tée de ce moment illibéral, et au fond de nos mécanismes de coopération et de partenariat existants », expliquait Emmanuel Macron devant les ambassadeurs fin août. Même régulièrement martelée dans ses discours ou conférences de presse, cette analyse ne peut qu'être utile à New York, puisque dans ce nouveau monde de multi-alignés, où les loyautés varient en fonction des enjeux, il faut convaincre sur chaque dossier. « C'est sans doute une erreur de manquer l'Assemblée générale de l'ONU. C'est la seule enceinte où il n'y a pas de hiérarchie entre les pays. C'est dommage de ne pas saisir cette occasion pour s'adresser à toutes les nations », observe Michel Duclos.

Les crises globales s'accumulent

D'autant qu'en plus de la guerre en Ukraine, des risques sécuritaires en mer de Chine du Sud, en Afrique ou dans le Caucase, les crises globales s'accumulent. Selon un rapport tout récent de l'Unicef, 330 millions d'enfants sont dans une situation d'extrême pauvreté dans le monde, dont 40 % en Afrique subsaharienne. Le Programme alimentaire mondial vient d'annoncer que 24 millions de personnes risquent de tomber dans l'insécurité alimentaire aiguë. Et ce, alors que la quasitotalité des objectifs de développement durable sont menacés, ont alerté plusieurs organisations in-

ternationales la semaine dernière. Mais à regarder les derniers mois et la multiplication des rencontres internationales, il faut bien convenir que les chefs d'Etat et de gouvernement ont tendance à choisir leur tribune en fonction de stratégies déterminées. Xi Jinping est parvenu à faire valider un élargissement des BRICS à Johannesburg. Il a, en revanche, séché pour la première fois le G20, qui s'est, lui, ouvert à l'Union africaine. Une réunion vue comme un succès pour le Premier ministre indien Narendra Modi, où la question ukrainienne, qui divise, comme celle des énergies fossiles ont été largement édulcorées. Quant à la France, elle s'est démarquée avec deux sommets à son initiative : celui du Forum de Paris pour la Paix en novembre et le sommet de Paris pour un nouveau pacte financier international en juin, en faveur du climat et de la lutte contre la pauvreté. Il ne reste plus qu'à espérer que l'ambition portée par Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU – remettre les objectifs de développement durable sur les rails –, trouvera écho. Un chef d'Etat est déterminé, en tout cas, à ne pas rater les rencontres avec ses homologues cette semaine à New York : Volodymyr Zelensky, le président ukrainien.

Source : Les Echos

ÉGYPTE

Actis devrait conclure l'achat d'un parc éolien de 580 MW dès novembre 2023

En juillet dernier, le journal Asharq Business révélait que le Fonds souverain d'Égypte avait reçu l'offre d'Actis et qu'il était prévu que la société procède à une vérification préalable du complexe éolien après une annonce officielle du Premier ministre égyptien. L'investisseur londonien Actis spécialisé dans les infrastructures durables, est sur le point d'acheter un parc éolien de 580 MW dans le gouvernorat égyptien de la mer Rouge, dans le cadre d'une transaction d'une valeur de 350 millions \$, selon Daily News Egypt. L'investisseur britannique a conclu un accord préliminaire sur la transaction avec le Fonds souverain d'Égypte, doit procéder à une vérification préalable et recevoir l'autorisation de l'Autorité des énergies nouvelles et renouvelables du pays arabe. Selon des sources anonymes, la transaction devrait être conclue au début du mois de novembre. Cette annonce intervient alors qu'Actis doit finaliser dans les trois prochains mois la cession de BTE Renewables, un développeur d'actifs renouvelables sur le continent africain, au profit d'ENGIE et Meridiam. Pour rappel, l'investisseur britannique avait officialisé en mars la vente de ses 60 % de parts dans Lekela Power, le plus grand producteur indépendant d'énergie renouvelable en Afrique avec un portefeuille de 2,8 GW.

PRIX BUSINESS TRAVELER DU MEILLEUR AÉROPORT DU MOYEN-ORIENT POUR L'ANNÉE 2023

L'Aéroport International Hamad primé

L'Aéroport International Hamad a été nommé meilleur aéroport du Moyen-Orient pour l'année 2023 lors de la cérémonie de remise des Prix du magazine Business Traveler qui s'est déroulée dans la capitale britannique, Londres. Il a également été désigné comme le deuxième meilleur aéroport de la planète. Commentant cet accomplissement, le Directeur des Opérations de l'Aéroport International Hamad, l'Ing Badr Mohammed Al Meer, a déclaré : "Nous sommes heureux de recevoir le Prix du meilleur aéroport du Moyen-Orient de la part du magazine Business Traveler". "Cette récompense confirme notre engagement à fournir un service de classe mondiale et la meilleure expérience de voyage à tous les voyageurs", a-t-il ajouté. Il a poursuivi : "Nous sommes extrêmement fiers du rôle que nous assumons en tant que point d'accès idéal à l'État de Qatar et au Moyen-Orient. Nous souhaitons renforcer notre position et devenir la destination privilégiée des voyageurs".

TUNISIE

Les oasis de Gafsa affectées par le changement climatique

Les oasis de Gafsa, qui couvrent environ 3 000 hectares, soit 5% de la superficie totale des oasis en Tunisie, ont des difficultés considérables à survivre face aux défis auxquels elles sont confrontées, selon la "Revue semestrielle de la justice environnementale", publiée par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES).

« Le secteur des oasis dans cette région souffre d'un certain nombre de problèmes, avec l'impact négatif du changement climatique et la succession d'années de sécheresse qui constituent le principal défi. Cette sécheresse est due à la rareté des précipitations, à l'épuisement des ressources en eau et à la forte salinité de l'eau et du sol qui en résulte », lit-on dans l'article. Qui ajoute : « L'expansion urbaine, la pollution causée par les activités industrielles et le modèle agricole adopté, caractérisé par la monoculture, sont également des facteurs qui ont aggravé les risques auxquels ce secteur est confronté ». Les résultats des études prospectives prédisent que le sud de la Tunisie sera gravement affecté par le changement climatique. Les températures augmenteront de 1,9 degré Celsius d'ici 2030 et de 2,7 degrés Celsius d'ici 2050, tandis que les précipitations devraient diminuer de 9% jusqu'en 2030 et d'environ 17% en 2050.

La politique de l'État en question
« Les oasis tunisiennes risquent d'être gravement affectées par le changement climatique, d'autant que l'épuisement des ressources en eaux souterraines entraînera une baisse croissante du niveau des nappes phréatiques, une dégradation de

leur qualité et des coûts de pompage élevés », indique l'étude. Malgré son importance économique pour les agriculteurs de la région, l'oasis est confrontée à des menaces pour sa biodiversité et sa durabilité en raison de la politique de subvention aux exportations du pays. Le FTDES considère que les défaillances institutionnelles, juridiques et organisationnelles de l'État entravent de plus en plus la bonne gouvernance de ce système agricole. « Depuis des années, la Tunisie encourage la culture de la variété Deglet Nour dans un but purement lucratif, conformément à l'engagement du pays dans le commerce international des produits agricoles. Cependant, les dattes Nour nécessitent d'énormes quantités d'eau et sont plus sensibles aux plus que les autres variétés. Il est donc devenu impératif pour l'État de revoir sa politique dans le secteur des oasis et d'adopter de nouvelles stratégies qui permettront de générer des profits économiques tout en préservant l'équilibre écologique », souligne le forum.

Patrimoine environnemental et humain de l'Oasis de Gafsa
« L'oasis de Gafsa a été classée par la FAO comme Système du patrimoine agricole d'importance mondiale (SIPAM) qui doit être préservé pour les générations futures.

Cela est dû au riche patrimoine matériel et immatériel de la biodiversité et à son importance pour assurer la sécurité alimentaire dans la région, ainsi que l'utilisation efficace des sols et la rationalisation de la consommation de l'eau », a déclaré Nouredine Nasr, ingénieur agronome et chercheur spécialisé en géographie rurale. Le gouvernorat de Gafsa se caractérise par des oasis continentales regroupées dans les délégations de Gafsa Sud, Legsar et Legtar, formant une ceinture qui protège l'environnement et empêche l'avancée du désert. Il abrite également des milliers d'oliviers, de vignes et de palmiers. Grâce aux ressources en eau et à la qualité des sols de la région, l'agriculture y est possible depuis des décennies. « Ce qui rend l'oasis de Gafsa unique, c'est son association avec les villes (agriculture urbaine), favorisant l'intégration de l'élevage. Il s'agit essentiellement d'une agriculture familiale basée sur des pratiques agro-écologiques », précise l'étude, ajoutant que « le système agricole adopté depuis l'Antiquité est à plusieurs niveaux, avec des cultures réparties sur 3 niveaux. Les céréales et les légumes sont cultivés au niveau le plus bas, les arbres fruitiers comme les oliviers et les abricots au deuxième niveau et les dattiers fournissent de l'ombre au niveau le plus bas. »

L'Arabie saoudite se prépare à devenir le prochain temple de la mode

Jusqu'à récemment, la capitale saoudienne de Riyad n'était guère considérée comme un haut lieu du circuit mondial de la mode. New York, Milan et Paris sont les piliers des semaines de la mode, les villes où se réunissent depuis longtemps les créateurs, établis ou en herbe, les acheteurs et les journalistes. Mais les temps changent et les pays du Golfe deviennent rapidement de nouvelles plaques tournantes pour la filière, en particulier l'Arabie saoudite, où la demande en produits de mode au détail devrait augmenter de 48 % pour atteindre 32 milliards de dollars en 2025 (1 dollar américain = 0,94 euro) avec une croissance de 19 % dans le domaine du luxe. La toute première semaine de la mode de Riyad, qui se déroule du 20 au 23 octobre, permettra aux créateurs saoudiens de défiler sous les feux de la rampe dans la ca-

pitale de leur pays. Il s'agit de l'une des nombreuses initiatives récentes de la Commission de la mode, après le lancement de l'exposition « Saudi 100 Brands » lors de la Semaine de la mode de Paris en juin. « Le commerce de détail de la mode a toujours été un secteur attrayant, en particulier pour les femmes saoudiennes », a déclaré à Arab News Marriam Mossalli, rédactrice saoudienne spécialisée dans le style de vie, journaliste et fondatrice de l'agence de communication Niche Arabia. « De l'approvisionnement en tissus à la collaboration avec des tailleurs locaux, en passant par la vente au sein de leur communauté immédiate, la profession s'est parfaitement intégrée à notre écosystème local. » Elle ajoute : « Aujourd'hui, cependant, l'attrait est mondial. Avec les médias sociaux et le commerce électronique,

le potentiel de nombreux créateurs s'est accru de manière exponentielle, car il ne se limite pas à leur marché local. » L'attention portée à l'industrie montre que le gouvernement croit au potentiel de croissance économique du secteur. Cette évolution n'est pas le fruit du hasard. La mode a été identifiée comme une piste essentielle de diversification économique pour l'Arabie saoudite et constitue l'un des secteurs hors hydrocarbures en plein essor. Sous l'égide de la Commission de la mode, l'un des onze organismes de ce type créés en 2020 par le ministère de la Culture, une pléthore d'initiatives visant à développer le secteur, tant au niveau public que privé, sont mises en œuvre. Le rapport de mars 2023 de la commission, intitulé « The State of Fashion in the Kingdom of Saudi Arabia 2023 »

(L'état de la mode au Royaume d'Arabie saoudite en 2023), fournit une analyse de la chaîne de valeur de la mode dans le Royaume. Il révèle le plan de l'Arabie saoudite visant à réduire la dépendance aux importations étrangères et à mettre le pays sur la table en faisant appel aux talents locaux. Il souligne également le potentiel de croissance du secteur. Burak Cakmak, directeur général de la Commission saoudienne de la mode, a déclaré dans le rapport : « Nous construisons les fondations de l'avenir de la mode en ce moment même, ici en Arabie saoudite ». La demande de produits de mode au détail devant augmenter de 48 % pour atteindre 32 milliards de dollars d'ici à 2025, l'industrie saoudienne de la mode est bien partie pour connaître une expansion significative.

CÔTE D’IVOIRE

Investiv, pionnier de l’agriculture de précision par drone, lève 800 000 \$ pour déployer des Agrohubs

L’entreprise pionnière et leader des technologies de drone en Afrique de l’Ouest, INVESTIV a levé récemment un financement d’un montant de 800 000 \$ (environ 500 millions FCFA) auprès du fonds d’impact britannique AGDEVCO ainsi que de RAJ GROUP Holding en vue de mettre en place des centres de services en agriculture de précision au service des populations rurales.

Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), le secteur agricole en Afrique devra croître de 6% en moyenne par an pour répondre à la demande d’une population en pleine croissance. Pour atteindre ces objectifs, les petits et moyens exploitants agricoles doivent être en mesure d’augmenter la productivité de leurs exploitations agricoles grâce notamment à l’utilisation des nouvelles technologies et à l’adoption de bonnes pratiques d’agriculture durable. En Côte d’Ivoire, depuis quelques années INVESTIV permet aux industries agroindustrielles, d’améliorer leur rendement tout en réduisant leurs coûts de production grâce notamment au service de pulvérisation aérienne par drone. L’un des principaux défis de l’entreprise est de mettre ses technologies au service des

petits et moyens agriculteurs pour la production de cultures vivrières ou pérennes. Pour relever ce défi, INVESTIV en partenariat avec AFRIQUE PHYTO PLUS, leader Ouest-Africain de la distribution d’intrants agricoles a développé un concept dénommé Agrohub. Un Agrohub est un centre offrant des services en agriculture de précision et proposant une gamme d’intrants agricoles. Il est installé dans les villages et dans les zones de production en partenariat avec les coopératives agricoles et dispose d’une parcelle de démonstration d’environ 2 hectares. L’objectif poursuivi à travers la réalisation des Agrohub est de faciliter l’accès à des services tels que la pulvérisation aérienne par drone, la formation aux bonnes pratiques agricoles et la mise à disposition d’intrants de qualité aux agriculteurs.

Entre 2023 et 2025, INVESTIV installera 4 Agrohub dont 3 physiques et un mobile, répartis dans des zones clés de production agricole en Côte d’Ivoire. Pour Aboubakar Karim, Directeur Général d’INVESTIV, « le projet d’Agrohub va impacter plus de 5000 agriculteurs en contribuant grandement à l’amélioration de leur rendement. Sur le volet formation, nous offrirons des formations gratuites aux bonnes pratiques agricoles, en égalité des genres, en inclusion financière et à l’utilisation rationnel des produits phytosanitaires afin de renforcer considérablement les capacités de nos agriculteurs et la productivité de leurs exploitations ».

DANS L’AGRICULTURE ET DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

L’Argentine manifeste son intérêt pour des partenariats avec l’Afrique

En visite à la Banque africaine de développement, le sous-secrétaire d’État argentin à la Politique étrangère, Claudio Rozencwaig, a exprimé son vif intérêt pour l’approfondissement du partenariat actuel et l’exploration d’opportunités qui profitent aux entreprises argentines et africaines, notamment dans les secteurs de l’agriculture et des produits pharmaceutiques. M. Rozencwaig accompagné de l’ambassadeur argentin au Nigéria, Alejandro Herrero, effectuait une visite au siège de la Banque à Abidjan le 12 septembre. Il a tenu des réunions avec l’administrateur de la Banque pour l’Argentine, l’Autriche, le Brésil, le Japon et l’Arabie saoudite, M. Takaaki Nomoto, ainsi qu’avec d’autres cadres dirigeants de l’institution. Simon Mizrahi, vice-président de la Banque africaine de développement chargé de la Technologie et des Services institutionnels, a accueilli les visiteurs. Solomon Quaynor, vice-président chargé du Secteur privé, de l’Infrastructure et de l’Industrialisation et Alex Mubiru, directeur général

du Bureau du président de la Banque, Akinwumi Adesina, ont également participé à la réunion ainsi que plusieurs responsables de l’ensemble des complexes de la Banque. M. Rozencwaig a déclaré que l’Argentine avait beaucoup à offrir dans le secteur agricole, en particulier dans le domaine de la production animale, des machines et des techniques visant à minimiser les pertes après récolte. Il a ajouté que son pays disposait également de capacités dans le domaine de l’imagerie satellitaire pour la recherche et le transport, ainsi que dans le domaine des produits pharmaceutiques pour animaux. L’Argentine a participé à des accords de « coopération triangulaire » avec des donateurs, notamment l’Agence japonaise de coopération internationale et la Banque islamique de développement. L’Argentine a fourni dans le cadre de ces accords, une assistance technique et une expertise, a-t-il déclaré. M. Rozencwaig s’est également intéressé aux procédures de passation des marchés de la Banque.

M. Quaynor a noté que l’expertise de l’Argentine en matière d’agriculture présentait un intérêt particulier pour la Banque. Il a souligné l’importance du secteur agricole dans les plans stratégiques de la Banque africaine de développement, et notamment sa priorité « High 5 » « Nourrir l’Afrique ». « Les synergies entre les pays africains de la Banque et le pays d’Amérique du Sud vont au-delà du commerce. Par exemple, les pertes après récolte ont atteint jusqu’à 40 % dans certains pays africains », a déclaré M. Quaynor, un problème que la Banque s’efforce de résoudre. Il a également cité le Botswana comme pays africain qui pourrait être intéressé par des partenariats avec des producteurs de bœuf argentins. M. aynor a déclaré que les Market Days de l’Africa Investment Forum, prévus du 8 au 10 novembre 2023 à Marrakech, au Maroc, représentaient un excellent point d’entrée pour les entreprises argentines désireuses d’investir en Afrique. Damian Ihedioha, chef de divi-

sion de l’agro-industrie, a déclaré que les Pactes de fourniture de denrées alimentaires et de produits agricoles élaborés lors du Sommet sur l’alimentation en Afrique de Dakar constituaient un autre point d’entrée potentiel pour les entreprises argentines. Il a souligné que ces pactes attireraient des investissements pour accroître la productivité agricole et la mise en place de systèmes agricoles respectueux du climat tout au long de la chaîne de valeur alimentaire. Il a cité l’aquaculture et l’économie bleue comme étant un autre domaine de convergence. Richard Ofori-Mante, directeur par intérim du Département du financement agricole de la Banque africaine de développement, a déclaré que la Banque s’efforçait de soutenir le développement de Zones spéciales de transformation agro-industrielles et que celles-ci nécessiteraient des machines agricoles. Il a ajouté que la technologie satellitaire offrait un moyen d’évaluer la qualité des sols afin de stimuler la productivité.

BEI ET ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL

Conclusion d’un accord de 65M€ pour soutenir les entreprises d’Afrique subsaharienne

Soutien au secteur privé : Atlantic Business International et la BEI concluent un accord de 65 millions d’euros pour soutenir les entreprises en Afrique subsaharienne via le réseau Banque Atlantique. Atlantic Business International (ABI), holding de participation en zone UEMOA du groupe BCP (Banque Centrale Populaire) et la Banque européenne d’investissement (BEI) ont conclu un accord de financement de 65 millions d’euros pour accompagner les entreprises en Côte d’Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal via le réseau Banque Atlantique. À travers cet accord, le groupe BCP et la BEI élargissent leur coopération au marché des PME de la région. L’initiative, soutenue par l’Union européenne (UE), renforce l’engagement d’ABI et de la BEI

en faveur de l’inclusion financière, de l’autonomisation et du leadership des jeunes et des femmes, ainsi que du développement économique de la région. Dans le cadre de ce partenariat stratégique, le prêt de la BEI à ABI permettra de mobiliser jusqu’à 130 millions d’euros de financements pour les entreprises ivoiriennes, sénégalaises et burkinabè, en priorisant les PME. Au moins 30% des fonds bénéficieront aux femmes et autant aux jeunes, renforçant ainsi l’engagement des parties en faveur de la diversité et de l’inclusion. En outre, ce partenariat sera complété d’une assistance technique apportée par la BEI à ABI et d’un mécanisme de partage de risques de 65 millions d’euros permettant de proposer aux

PME, une offre de service intégrée. Il s’agit d’une des toutes premières opérations relevant de l’Accord 2023-2027 entre l’UE et la BEI pour le financement du secteur privé en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique. Sa réalisation, favorisée par le partenariat de long-terme entre la BEI et le groupe BCP, illustre l’engagement de ce dernier et de ses filiales envers le développement économique et la promotion de l’inclusion sociale sur le continent africain. Ce partenariat contribuera à la réalisation de l’Agenda 2063 de l’Union africaine, de l’Action extérieure de l’UE et du programme indicatif pluriannuel de l’UE pour l’Afrique subsaharienne 2021-2027, soutenant ainsi une croissance économique inclusive et créatrice

d’emplois sur le continent, en ligne avec les programmes indicatifs pluriannuels de l’UE en Côte d’Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal. À l’occasion de la signature de l’accord, l’Administrateur Directeur Général de BCP International (filiale du groupe BCP en charge du pilotage de ses activités en zone UEMOA, CEMAC et Océan Indien), Abdeslam Bennani, a réaffirmé l’engagement du Groupe envers les PME africaines et expliqué comment ce partenariat avec la BEI contribuera à leur développement : « Ce partenariat avec la Banque Européenne d’Investissement témoigne de l’engagement du groupe BCP à soutenir les entreprises africaines via ses filiales bancaires notamment le réseau Banque Atlantique.

SÉNÉGAL-GAMBIE

Signature d’un accord de coopération bilatérale dans le secteur de la pêche

Le poisson est une source de protéine privilégiée dans de nombreux pays côtiers en Afrique de l’Ouest. Parmi les nations qui affichent un important niveau de consommation par habitant dans la région, figurent le Sénégal et la Gambie. Le Sénégal et la Gambie ont signé le 16 septembre, un accord visant à renforcer leur collaboration dans le secteur de la pêche, après 45 jours de négociations entre les représentants des deux parties, rapporte l’Agence de presse sénégalaise (APS). Dans le cadre de ce nouveau partenariat, les deux pays ont principalement convenu de s’allouer réciproquement 250 licences d’embarcations motorisées au profit des opérateurs de pêche artisanale. En ce qui concerne la pêche industrielle, l’accord autorise les chalutiers à des limites maximales de capture annuelles de 1 300 tonnes de jauge brute (TJB) de crevettes, 1 300 TJB de poissons et céphalopodes côtiers, 1 000 TJB de poissons pêchés en eaux profondes et 500 TJB pour la pêche pélagique côtière dans les eaux territoriales des deux pays. « Cet accord et son protocole d’application comportent des innovations permettant de rationaliser l’effort de pêche, d’améliorer les revenus tirés de l’activité et de renforcer le partenariat bilatéral en matière de surveillance de pêche, d’aquaculture, de valorisation des produits, de formation et de recherche halieutique », explique Pape Sagna Mbaye, ministre des Pêches et de l’Économie maritime. « Nous sommes contents d’être ici pour profiter de l’expérience, des facilités du Sénégal et bénéficier de leur solidarité. À travers ce protocole, ils vont nous aider au niveau de la surveillance des eaux marines et sur les licences de pêche ainsi que pour l’évaluation de notre stock de poissons », ajoute pour sa part Musa Drammeh, son homologue gambien. Avec un littoral d’environ 712 km, le Sénégal possède l’une des zones de pêche les plus riches au monde. Pour sa part, la Gambie exploite un littoral d’environ 80 km pour la pêche maritime.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales en rouge, attentistes avant la Fed

Les Bourses européennes ont ouvert en léger repli lundi, les investisseurs limitant les prises de risques à quelques jours des arbitrages mercredi soir de la Réserve fédérale (Fed) américaine sur la suite de sa politique de resserrement monétaire destinée à juguler l'inflation.

En Asie, les Bourses chinoises prenaient des directions inverses dans les derniers échanges: à Hong Kong, l'indice Hang Seng céda 1,09% et à Shanghai, l'indice composite avançait de 0,26%. La Bourse de Tokyo est quant à elle fermée en raison d'un jour férié. En Europe, la tendance était baissière également. Vers 07H45 GMT, Paris reculait de 0,58%, Francfort de 0,30%, tandis que Londres était à l'équilibre (-0,01%), soutenue par les prix élevés des matières premières. Cette semaine, l'attention des investisseurs est tournée vers la Réserve fédérale américaine, la Fed, dont le comité de politique monétaire (FOMC) se tiendra mardi et mercredi. À l'issue de cette réunion, la puissante institution monétaire annoncera si elle a décidé de garder ses taux inchangés en septembre, comme espéré par les marchés. «Il est

largement attendu que la Fed maintienne ses taux stables», rapportent les économistes d'Oxford Economics. Toutefois, «la porte devrait rester ouverte à une possible hausse supplémentaire devant la résilience dont fait toujours preuve l'économie», nuance Sebastian Paris Horvitz, directeur de la recherche de la Banque Postale AM. Les analystes de la banque britannique Barclays estiment par exemple que le FOMC «procédera à une hausse de 25 points de base en novembre et qu'il maintiendra ses taux jusqu'en septembre 2024», selon une note publiée lundi. Par ailleurs, «les acteurs du marché accordent actuellement une attention particulière à l'évolution des prix des types de pétrole brut», qui ont fortement augmenté, ce qui est de nature à alimenter l'inflation. Vers 07H40 GMT, le prix du baril de Brent de la

mer du Nord pour livraison en novembre était à 94,57 dollars (+0,68%), se rapprochant du seuil symbolique des 95 dollars. Quant au prix du West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en octobre, il gagnait 0,84%, à 91,53 dollars. Du côté des devises, le dollar était stable face à l'euro (-0,05%) à 1,0663 dollar pour un euro.

Evergrande plonge à Hong Kong
Le cours de l'action du géant chinois de l'immobilier Evergrande, criblé de dettes, a plongé de plus de 25% à l'ouverture de la Bourse de Hong Kong lundi, à la suite de l'arrestation de plusieurs de ses employés par la police chinoise. Le cours d'Evergrande, qui avait clôturé à 0,63 dollar de Hong Kong (0,075 euro) vendredi, est tombé lundi à l'ouverture jusqu'à 0,46 dollar de Hong Kong avant de repartir à la hausse.

Société Générale dévisse à Paris
L'action Société générale plongeait lundi en début de séance, après que la banque a dévoilé son plan stratégique, le premier depuis que Slawomir Krupa a repris les rênes de l'établissement. Vers 07H50 GMT, l'action Société générale reculait de 6,44% à 24,77 euros à la Bourse de Paris.

Lonza perturbé par un départ
Le groupe suisse Lonza, un des grands fournisseurs des laboratoires pharmaceutiques, a surpris lundi en annonçant le départ de son directeur général, Pierre-Alain Ruffieux, pour «fin septembre» et se lance dans la quête d'un successeur. Ce départ surprise n'est pas le premier départ inattendu. Déjà en 2019, l'ancien patron avait été débarqué moins de neuf mois après son arrivée aux commandes. Le titre perdait plus de 9% vers 07H55 GMT.

CAC40

En repli avant les annonces de la Réserve fédérale

La Bourse de Paris débute la séance en baisse ce matin, les investisseurs se tenant à l'écart des actifs risqués à deux jours des annonces très attendues de la Réserve fédérale. L'indice CAC40 recule de 0,8% vers 7315 points. Rassuré par les récentes déclarations de la BCE - qui a signalé une fin probable de son cycle de resserrement monétaire - le marché parisien avait progressé de 1,9% la semaine dernière pour se hisser au-dessus de son support majeur des 7300 points. Après cet accès d'optimisme, les indices pourraient se montrer plus hésitants jusqu'à la publication, mercredi soir, des décisions de politique monétaire de la Fed, qui devrait selon toute vraisemblance opter pour un 'statu quo' au niveau de ses taux. Selon le baromètre FedWatch du CME Group, la probabilité estimée par les investisseurs d'un maintien de ses taux atteint désormais 99%, à comparer avec un chiffre de 89% il y a un mois. 'Ce choix est dû au fait que l'inflation et le marché du travail évoluent tous les deux dans la bonne direction du point de vue de la Fed, rendant moins nécessaires de nouvelles hausses de taux', explique Commerzbank. Mais les investisseurs attendent surtout de prendre connaissance des projections et des déclarations de Jerome Powell, le président de

l'institution, qui pourraient préfigurer un relèvement début novembre. De l'avis des analystes, la remontée des cours pétroliers observée depuis la fin de l'été, ainsi que la bonne santé de l'économie américaine, risquent de pousser la Fed à maintenir une approche restrictive. Parallèlement aux décisions de la Fed, les marchés attendent dans les jours à venir les décisions de la Banque du Japon et de la Banque d'Angleterre, laquelle devrait annoncer un nouveau resserrement de taux de 25 points de base jeudi. La fin de semaine en Europe sera également rythmée par les résultats des enquêtes mensuelles auprès des directeurs d'achats (PMI) sur l'activité dans le secteur privé des économies de la zone euro. Les récentes données tendent à suggérer que l'Allemagne, première économie de la région, est d'ores et déjà entrée en récession et que la France pourrait bientôt lui emboîter le pas. Si la prudence est susceptible de limiter les prises de risque, le secteur pétrolier devrait encore bénéficier de la hausse continue des cours du brut, portés par les signes de reprise en Chine et la résistance de l'économie américaine. Le prix du baril de Brent gagne ce matin 0,4% à 94,7 dollars tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) s'inscrit lui aussi en hausse, autour de 91,6 dollars, au plus haut depuis novembre 2022.

Les Bourses chinoises dans le rouge à l'ouverture

Les Bourses chinoises étaient en baisse lundi dans les premiers échanges, les investisseurs restant dans l'attente de la décision de la Réserve fédérale américaine cette semaine sur les taux. À Hong Kong, l'indice Hang Seng céda 0,63% à 18.069,04 points. À Shanghai, l'indice composite reculait de 0,23% à 3110,44 points, tandis que la place de Shenzhen était elle aussi dans le rouge, perdant 0,32% à 1904,98 points.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Septembre 2023 Valeur : 20 Septembre 2023				
BASE	DEVISES			
T	USD	US DOLLAR		
				137.0767 137.0917
	EUR	EURO		
				146.1512 146.2083
	GBP	POUND STERLING		
				169.7124 169.7940
	JPY	JAPANESE YEN		
				92.8264 92.8491
	CNY	CHINESE YUAN		
				18.8026 18.8057
	CHF	SWISS FRANC		
				152.9191 153.0041
	CAD	CANADIAN DOLLAR		
				101.4857 101.5344
	DKK	DANISH KRONE		
				19.5967 19.6008
	SEK	SWEDISH KRONA		
				12.2443 12.2490
	NOK	NORWEGIAN KRONE		
				12.6478 12.6537
	AED	UAE DIRHAM		
				37.3191 37.3262
	SAR	SAUDI RIYAL		
				36.5431 36.5490
	KWD	KUWAITI DINAR		
				443.6139 443.8061
	TND	TUNISIAN DINAR		
				43.2511 43.6858
	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
				13.3557 13.3572
	LYD	LIBYAN DINAR		
				28.0987 28.2430
	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
				3.6054 3.6058
	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.7696 180.7696

POINT MARCHÉS

L'Europe recule avant une semaine riche en événements

Les marchés européens déclinent avant une semaine marquée par la réunion de nombreuses banques centrales, dont la Réserve fédérale, et avant la publication de données d'inflation en Europe. À Paris, le CAC 40 recule de 0,68% à 7.328,49 points vers 07h30 GMT. À Francfort, le Dax cède 0,36%, contre 0,42% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 abandonne 0,42%, l'Euro-Stoxx 50 0,56% et le Stoxx 600 0,47%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent

une ouverture de Wall Street hésitante, le Dow Jones, le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq étant attendus stables. Les investisseurs se positionnent avec prudence en amont d'une semaine riche en événements de politique monétaire. Six banques centrales de pays développés se réuniront cette semaine, mais les marchés seront focalisés sur la Réserve fédérale, qui décidera mercredi de la trajectoire des taux américains alors que l'incertitude grandit sur les perspectives de l'inflation outre-Atlantique.

Par ailleurs, la publication des données d'inflation européennes mardi incite à la prudence, alors que la Banque centrale européenne a surpris en relevant ses taux au cours de sa dernière réunion. Aux valeurs, Société Générale perd 6,93%, sa pire performance en six mois, après que le groupe a annoncé des objectifs stratégiques montrant un ralentissement de la croissance de son chiffre d'affaires. Unibail-Rodamco gagne 1,57%, en tête du CAC 40, après que Barclays a relevé sa recommandation à "surperformer".

L'Europe de l'Est souffre de sa dépendance à l'Allemagne et aux hydrocarbures

Ça ne va pas très fort en Europe de l'Est. Encore plus que leurs voisines de l'Ouest, les économies d'Europe centrale sentent le coup de frein depuis un an et demi, coincées entre une inflation forte et une industrie qui s'enfonce dans les difficultés. La Hongrie est même en récession, et la Pologne ainsi que la République tchèque s'en rapprochent.

« Cette année, quasiment tous les pays de la région seront en récession ou en stagnation. Seules la Roumanie et la Croatie, qui a bénéficié du tourisme, s'en sortent », explique Ada Zan, économiste au Crédit Agricole. Première explication, la demande intérieure est en berne. Même si les salaires augmentent très vite et si le marché du travail ne s'est que peu détérioré, l'inflation est très forte. Elle est montée jusqu'à 25 % en Hongrie et reste à 16 % en août sur un an. En Pologne, en République tchèque et en Slovaquie, elle flirte avec les 10 %. Les prix de l'alimentation ont beaucoup augmenté. Or, ce poste représente plus d'un quart de la consommation d'un ménage polonais. Au premier semestre, la consommation des ménages a donc chuté en République tchèque, en Pologne, en Slovaquie et en Hongrie. « Les hausses de salaires sont importantes dans ces pays touchés par le vieillissement de la population et l'émigration, et donc par des besoins en main-d'œuvre très importants », remarque Ana Boata, directrice de la recherche économique d'Allianz Trade. « L'an prochain, les salaires augmenteront plus vite que les prix dans la majorité des économies d'Europe cen-

trale. Cela va permettre de relancer la consommation et donc la croissance mais, en cas de nouveau choc d'offre, sur les prix de l'énergie par exemple, alors les entreprises n'auront plus de marge de manœuvre. Le coût du travail deviendra problématique pour ces pays, très exportateurs », estime-t-elle. Au deuxième trimestre 2023, le coût d'une heure de travail a grimpé de 10 % à 15 % sur un an dans toute la région, sauf en République tchèque où la hausse est plus faible.

Problèmes conjoncturels et structurels
Deuxième problème, les pays d'Europe centrale sont tous très industriels, dépendent du prix des hydrocarbures désormais élevé et sont fortement exportateurs. Et ces économies sont toutes, à des degrés divers, des fournisseurs de l'industrie allemande. Or, la première économie d'Europe est en récession. La production industrielle allemande devrait reculer de l'ordre de 2,5 % cette année. Ce qui se répercute de l'autre côté de la frontière. Ainsi, la production industrielle a chuté depuis janvier de près de 4 % Hongrie et en Roumanie. « Quand les fabricants automobiles allemands perdent du terrain face aux Chinois dans les véhicules électriques, alors leurs fournisseurs de l'Est sont mécaniquement touchés. Et c'est

aussi valable dans la chimie et les industries lourdes », résume Julien Marcilly, chef économiste de Global Sovereign Advisory. Facteur aggravant, « l'industrie des pays d'Europe centrale consomme plus d'énergie pour une même production qu'à l'Ouest, car elle est moins moderne et moins énergétiquement efficace. La hausse du prix des hydrocarbures, c'est donc la double peine », poursuit Julien Marcilly. Finalement, les questions sur le modèle économique des pays d'Europe centrale sont donc les mêmes qu'en Allemagne. Leurs problèmes sont à la fois conjoncturels et structurels. « Ces pays sont à un moment charnière de leur développement. Ils vont devoir faire évoluer leur modèle économique. Il va leur falloir verdir leur production industrielle et leur énergie. Cela va prendre du temps et exiger de lourds investissements, pour lesquels les fonds européens seront les bienvenus », explique Ada Zan. Et les pays de l'Est vont devoir produire des biens à plus forte valeur ajoutée et s'adapter aux changements technologiques, comme dans l'automobile.

Source : Les Echos

GB/BREXIT

Le leader de l'opposition Starmer veut un meilleur deal avec l'UE

Le leader de l'opposition britannique, Keir Starmer, a promis d'améliorer les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE) en 2025 si son parti du Labour remportait les prochaines élections législatives.

Keir Starmer a confié au Financial Times (FT) vouloir entretenir des liens de proximité avec l'UE tout en affirmant ne pas vouloir réintégrer le Royaume-Uni dans le marché unique.

Le parti du Labour veut améliorer l'Accord de commerce et de coopération entre les deux parties conclu sous le mandat de Boris Johnson, pas le renégocier, selon le dirigeant de l'opposition.

L'accord est entré en vigueur en 2021 et ses contours doivent être renégociés en 2025.

"Presque tout le monde s'accorde à dire que le contrat négocié par Johnson n'est pas un bon accord, c'est bien trop léger. Sur le chemin de 2025, nous essaierons d'avoir un meilleur accord pour le Royaume-Uni", a indiqué Keir Starmer au FT.

Selon le FT, Keir Starmer envisagerait une collaboration plus étroite avec l'UE dans les secteurs de la sécurité, de l'innovation et de la recherche.

Le leader de l'opposition doit rencontrer le président français Emmanuel Macron mardi à Paris à la veille d'une visite d'Etat du roi Charles III en France.

La Banque d'Angleterre a indiqué que le Brexit a réduit la capacité de croissance de l'économie anglaise, pesant sur l'investissement et la productivité.

GÉOPOLITIQUE

Amorce de dialogue

« constructif » à Malte entre les Etats-Unis et la Chine

Le conseiller à la sécurité nationale du président américain Joe Biden, Jake Sullivan, a rencontré à Malte le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi. Cette rencontre vise à préparer une éventuelle réunion entre Joe Biden et le président chinois Xi Jinping en novembre lors du sommet de l'APEC à San Francisco.

Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, a rencontré le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, à Malte, dans un nouveau chapitre visant à désamorcer les tensions entre les deux puissances avant une éventuelle rencontre entre le président américain Joe Biden et le président chinois Xi Jinping en novembre.

Cette rencontre quatre mois après une réunion secrète entre les deux hommes à Vienne et ce afin de renouer le dialogue après la crise provoquée par la destruction, au-dessus des Etats-Unis, d'un ballon espion chinois présumé. « Cette réunion s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour maintenir des lignes de communication ouvertes et gérer les relations de manière responsable », a déclaré un communiqué de la Maison-Blanche. Tous les sujets ont été mise sur la table, de la guerre de la Russie contre l'Ukraine au libre passage du détroit de Taïwan. Dans un communiqué, le ministère chinois des affaires étrangères a déclaré que les deux responsables avaient eu des entretiens « francs, substantiels et constructifs ».

Ces entretiens alors que des responsables américains et chinois discutent d'une éventuelle rencontre entre les deux présidents dans le cadre du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (Apec), qui se tiendra à San Francisco en novembre.

FRANCE / LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Le gouvernement va (enfin) dévoiler les mesures de son plan

Le gouvernement dévoile ce lundi sa nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté, un plan particulièrement attendu qui devait à l'origine être présenté en janvier 2023. Les associations redoutent son manque d'ambition alors qu'il arrive dans un contexte de forte inflation. Quelque 9,2 millions de personnes, selon l'Insee, soit près de 15% de la population française selon l'Insee, sont considérées comme pauvres. C'est dire si le plan, présenté ce lundi par le gouvernement, pour lutter contre la précarité, plusieurs fois reporté, sera scruté par toutes les associations caritatives. Les grands axes de ce «

Pacte des solidarités » sont déjà connus : prévention de la pauvreté dès l'enfance, retour à l'emploi, lutte contre la grande exclusion et mesures pour que la transition écologique ne pèse pas trop sur les plus démunis. D'autres volets sont également prévus pour lutter contre la stigmatisation des plus pauvres, adapter les politiques publiques à certains territoires ruraux ou aux outremer, ou simplifier les relations avec les associations. Echaudées par les différents reports d'un plan qui devait initialement être présenté en janvier dernier, les associations se montrent prudentes quant à son contenu, certains acteurs redou-

tant un catalogue de mesures déjà connues. « Il faut que le gouvernement montre qu'il prend la mesure de ce qu'il se passe sur le plan de la pauvreté et de la précarité », déclare le président de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), Pascal Brice. Parmi les mesures déjà annoncées et qui pourraient figurer dans le pacte, la création d'un pass colo pour les enfants de CM2, l'ouverture des collèges en Rep et Rep+, les quartiers ou les secteurs isolés, de 8H00 à 18H00 - y compris pour les élèves ayant fini leurs cours ou en attente de les commencer - pour « lutter contre l'inégalité scolaire », ou encore la création de

200.000 places de crèches d'ici à 2030. Les « territoires zéro non recours », visant à détecter les usagers qui ne demandent pas de prestations sociales alors qu'ils y ont droit, pourraient également faire partie du pacte, tout comme le second plan quinquennal « Logement d'abord », dont l'objectif est d'accompagner vers le logement des personnes sans domicile. Des mesures qui vont « dans le bon sens » mais qui restent « largement insuffisantes » au regard de la situation actuelle, estime Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre.

Audi réalise son plus gros changement d'habitacle en 9 ans

À quelques heures du salon automobile de Munich, Audi nous a conviés en périphérie de la métropole bavaroise pour ouvrir les portes de son nouveau Q6 e-tron. Sa particularité ? Il adopte le nouvel habitacle que l'on retrouvera sur le reste de la gamme à l'avenir. La fin de l'ère des aménagements classiques, et de la résistance des boutons physiques.

Il y a bientôt dix ans, Audi présentait au salon de Genève 2014 le Virtual Cockpit. Depuis, l'eau a coulé sous les ponts – le salon de Genève s'est délocalisé au Qatar – mais jamais la marque aux anneaux n'a poussé plus loin l'intégration du numérique dans ses voitures. En se tournant vers l'électrique, son habitacle est alors entré dans la famille restreinte des constructeurs qui résistent par la force des boutons physiques et des aménagements traditionnels à bord. Mais fêtant bientôt une première décennie, Audi risquait le contrecoup avec cette atonie. D'un habitacle conventionnel, à la clientèle qui ne veut pas d'un habitacle façon soucoupe volante, le constructeur risquait de prendre du retard. Et de faire du vieux. Il s'est donc penché sur son calendrier, et a choisi le futur Q6 e-tron pour dévoiler ce nouvel habitacle. Preuve en est de l'importance : le design même de la carrosserie du nouveau SUV n'a pas en-



core été dévoilé. Contrairement aux autres modèles électriques précédents chez Audi, le Q6 e-tron est développé sur une plateforme dédiée aux modèles électriques, la nouvelle plateforme PPE (Premium Platform Electric). D'où l'intérêt de choisir ce modèle pour revoir totalement l'intérieur. Près de Munich en Allemagne, le temps de quelques heures, nous avons pu faire le tour du propriétaire de cette nouvelle

déco. Un nouvel habitacle qui face à la concurrence sera moins minimaliste que BMW, ne prendra pas le même virage que Mercedes et ses écrans incrustés dans la planche de bord, ou encore que Tesla avec son troisième écran pour les passagers arrière présenté sur la nouvelle Model 3.

Nouveaux écrans
Plutôt que de parler de planche de bord, il y a désormais chez Audi un « étage digital ». Et

c'est le plus gros changement. Désormais chez Audi, on ne raisonne plus en termes de console centrale mais bien de planche de bord, et de cet étage digital comprenant une grande dalle. Au grand bénéfice de la sécurité et du confort de conduite, les écrans sont rehaussés comparé à la dalle des Q4 e-tron et Q8 e-tron intégrée plus bas. Désormais tout est positionné pour que la vision soit le moins déportée possible. De l'écran derrière le volant à la console centrale, le nouvel habitacle type de la marque aux anneaux emporte une seule et même pièce horizontale et légèrement courbée, orientée vers le conducteur. Celle-ci intègre en fait deux écrans qu'elle dissimule sous un habillage noir de 62 cm pour donner le sentiment qu'il s'agit d'un seul et même écran. La dalle derrière le volant passe de 12,3 à 11,9 pouces, et l'écran central de 10,1 à 14,5 pouces, comparé à ce que l'on trouve sur une Q8 e-tron. Évidemment, seul l'écran central est tactile.

MG3 (2024)

Ce que l'on sait déjà de la citadine chinoise

Dans les mois à venir, MG devrait présenter sa nouvelle MG3, une citadine qui pourrait arriver à bon prix. Voici ce que l'on sait sur la future citadine chinoise.

Bien que MG soit une marque anglaise historique, dans les faits les modèles actuels viennent bien de Chine. Est-ce grave ? À en juger par la MG4, non. Appartenant au groupe SAIC Motor, la marque travaille sur une nouvelle MG3, qui viendra avec une motorisation hybride.

Le constructeur sino-anglais prépare donc une citadine qui pourrait arriver, à terme, sur notre marché (l'actuelle MG3 ne l'étant pas).

L'extérieur de la citadine devrait reprendre le langage de style du break MG5, d'après les photos accompagnant le brevet déposé par la marque.

Ainsi, la future MG3 dégage un sentiment d'élégance dynamique avec une face avant en forme de nez de requin qui intègre parfaitement des phares minces et modernes ainsi qu'une calandre à large ouverture.

De profil, nous voyons des lignes très marquées dans les portes et de larges plis au-dessus des passages de roues, ajoutant une touche de sportivité à son



allure générale.

Enfin, l'arrière se veut assez sobre et offrira des feux à LED ainsi que des bouches d'aération factices dans le bouclier.

L'habitacle a récemment été aperçu dans des photos espions et nous devrions voir des plis de garniture de porte prononcés et des sièges à motifs en losange. L'attention portée aux détails de design semble intéressante.

Le reste de l'intérieur était camouflé, mais nous pourrions retrouver un style inspiré de Peugeot. Ainsi, nous pourrions trouver un combiné d'instrumentation numérique 3D de 12,3 pouces, avec cartographie, ainsi qu'un écran d'infodivertissement de même dimen-

sion.

Sous le capot, la MG3 devrait offrir une puissance entièrement hybride. Du côté du moteur thermique, ce sera un 4 cylindres essence de 1,5 litre, délivrant 109 ch et 142 Nm. Il sera complété par un moteur électrique de 95 ch et 200 Nm, alimenté par une batterie lithium-ion de 2,1 kWh.

D'autres options de groupes motopulseurs peuvent être envisagées, selon les régions. Cependant, n'espérez pas une version entièrement électrique, la plateforme sur laquelle repose le modèle n'étant pas compatible.

Selon ses tarifs, la MG3 pourrait venir mettre à mal les Mazda 2, Honda Jazz et autres Toyota Yaris Hybrid ou Renault Clio E-Tech.

La présentation officielle pour l'Europe est prévue pour le premier semestre 2024, mais si d'autres révélations de brevets et autres devaient avoir lieu, le constructeur pourrait rapprocher la date.

CITROËN

Connaissez-vous l'histoire derrière le logo aux chevrons ?

Connaissez-vous l'histoire derrière la naissance du logo de Citroën, dont les célèbres chevrons accompagnent la marque française depuis 1919 ?

Depuis la création de l'entreprise en 1919 par André Citroën, la marque a toujours porté fièrement son emblème aux chevrons. L'origine de cette enseigner remonte à toutefois quelques années auparavant. André Citroën, né d'un père néerlandais et d'une mère polonaise, a découvert lors d'un voyage familial en Pologne un procédé permettant de produire à moindre coût des engrenages, utilisés en minoterie.

Des chevrons célèbres

Il en achète le brevet et crée en 1901, en association avec deux amis d'enfance, sa première entreprise :

« Citroën, Hinstin et Cie », spécialisée dans la production de ces engrenages. Ceux-ci disposaient d'une denture spécifique à doubles chevrons.

Avec le succès directement au rendez-vous, la jeune entreprise emploie une dizaine d'ouvriers dans le dixième arrondissement de Paris.

Quelques années plus tard, André Citroën entreprend de se lancer dans la fabrication automobile. En 1919, il opte naturellement pour les doubles chevrons, synonymes de succès, pour le logo de sa nouvelle entreprise.

Un logo en phase avec son temps

Ce nouvel emblème, d'abord présenté dans un ovale bleu entouré de jaune, a évolué pendant plus d'un siècle mais n'a jamais renoncé à ses chevrons. Dès les années 1960, ceux-ci prennent du relief, puis dans les années 1980, intègrent dans un carré rouge.

En 2009, le logo de Citroën a été représenté avec des chevrons adoucis avec une signature « Citroën » en lettres rouges. Ce nouveau logo évolue en 2016 pour adopter un « flat design », puis une nouvelle fois en 2021 avec une version encore plus épurée.

APRÈS LES PANNEAUX SOLAIRES

Voici les panneaux pluvio-voltaïques

Des chercheurs chinois ont mis au point des panneaux capables de convertir l'énergie des gouttes de pluie en électricité.

Cette innovation, baptisée panneaux pluvio-voltaïques, se rapproche des panneaux solaires classiques, avec un fonctionnement un peu différent. La pluie est souvent perçue comme un obstacle à la production d'énergie solaire, mais elle pourrait bientôt devenir une alliée de choix. Des chercheurs de l'Université de Tsinghua en Chine ont développé des panneaux pluvio-voltaïques, qui génèrent de l'électricité à partir de la friction des gouttes de pluie.

Comment fonctionnent les panneaux pluvio-voltaïques ?

Le principe des panneaux pluvio-voltaïques repose sur l'utilisation de microvibrations causées par les gouttes de pluie qui tombent sur la surface des panneaux. Ces vibrations sont captées et transformées en énergie électrique. Les chercheurs ont utilisé un matériau composite à base de graphène et d'oxyde d'indium-étain, qui présente une bonne conductivité et une bonne flexibilité. Ce matériau permet également de



réduire la résistance électrique entre les gouttes de pluie et les nanogénérateurs, ce qui augmente le rendement du dispositif.

Les panneaux pluvio-voltaïques peuvent fonctionner aussi bien par temps ensoleillé que par temps pluvieux, ce qui les rend plus polyvalents que les panneaux solaires traditionnels. Selon les chercheurs, ces panneaux peuvent produire jusqu'à 200 watts par mètre carré (puissance crête instantanée fournie lorsqu'une goutte de pluie tombe sur le capteur).

Un niveau proche de celui des panneaux solaires tradi-

tionnels, qui varie entre 100 et 300 watts par mètre carré selon la technologie et les conditions d'ensoleillement.

Quelles régions pourraient en profiter ?

L'un des principaux avantages des panneaux pluvio-voltaïques est qu'ils peuvent être utilisés dans les régions où le soleil est rare ou irrégulier, comme les zones tropicales ou tempérées. Ces régions sont souvent confrontées à des problèmes d'approvisionnement en électricité, notamment dans les zones rurales ou isolées. Les panneaux pluvio-voltaïques pourraient donc of-

frir une solution alternative et durable pour produire de l'énergie propre et renouvelable. Les panneaux pluvio-voltaïques pourraient aussi s'adapter aux effets du changement climatique, qui modifie le régime des précipitations à l'échelle mondiale. Certaines régions pourraient connaître une augmentation des épisodes pluvieux, tandis que d'autres pourraient subir une sécheresse accrue. Les panneaux pluvio-voltaïques pourraient donc être un moyen de tirer parti de ces variations climatiques, en exploitant l'énergie du soleil ou de la pluie selon les cas.

AIRBUS PIRATÉ

Un hacker revendique le vol de données sensibles

Airbus a été piraté. Un hacker est en effet parvenu à dérober des données sensibles concernant des milliers de fournisseurs du constructeur aéronautique européen. Tout a commencé avec le déploiement d'un malware caché dans une version frauduleuse d'un logiciel Microsoft...

Ce lundi 11 septembre 2023, un pirate a revendiqué le vol de données appartenant à Airbus, l'un des plus importants fabricants d'avions au monde. Les chercheurs en sécurité informatique d'Hudson Rock ont découvert l'annonce du cybercriminel sur BreachForums, le forum clandestin qui a pris la place laissée par Breached.

3200 fournisseurs affectés

Le hacker, qui se fait appeler USDoD et prétend faire partie du gang Ransomed spécialisé dans les ransomwares, a mis en ligne les données sur le forum en accès libre. Les données contiennent des informations sensibles relatives à 3 200 fournisseurs d'Airbus. On y trouve notamment des noms, des adresses, des numéros de téléphone et des adresses électroniques. Grâce à ces informations, un hacker peut aisément orchestrer des attaques phishing taillées sur mesure pour endormir la méfiance de ses victimes. La fuite met donc en danger toutes les sociétés qui collaborent avec Airbus. On y trouve « des personnalités de premier plan du secteur de la défense », note le pirate, comme le groupe français Thalès, spécialisé dans la cybersécurité.

Sur le forum, USDoD explique avoir « eu accès au site d'Airbus en utilisant un accès employé d'une compagnie aérienne turque ». Il ajoute que cet accès a « permis d'avoir accès à beaucoup de choses ainsi qu'aux données de leurs fournisseurs ». Les experts d'Hudson Rock ont pu remonter jusqu'à l'origine précise de l'attaque.



Le hack d'un employé de Turkish Airlines

Apparemment, le pirate a déployé un malware de type infostealer — c'est-à-dire conçu pour voler les données d'un appareil — sur l'ordinateur d'un salarié de Turkish Airlines. Pour Hudson Rock, le salarié a commis l'erreur de télécharger une version piratée de .NET framework, une plateforme de développement signée Microsoft, sur la toile. Ce virus a récupéré des informations d'identification de connexion permettant de se connecter au portail d'Airbus. Avec ces données, l'attaquant pouvait se servir dans la base des données échangées entre Airbus et Turkish Airlines. Comme l'indique Airbus, qui confirme l'attaque, « ce compte a été utilisé pour télécharger des documents commerciaux dédiés à ce client à partir d'un portail web ». Pour se débarrasser du pirate et éviter que ses « systèmes ne soient compromis », le géant de l'industrie aéronautique assure que « des mesures correctives et de suivi immédiates ont été prises » par ses équipes de sécurité. Le compte compromis a vraisemblablement été suspendu.

TikTok s'associe à Wikipédia pour faire de l'ombre à Google

TikTok a noué un partenariat avec Wikipédia. L'accord permet au réseau social d'enrichir son moteur de recherche avec des extraits issus de l'encyclopédie. TikTok espère ainsi rivaliser avec le numéro un de la recherche, Google.

De plus en plus d'internautes, surtout les plus jeunes, utilisent désormais TikTok comme un moteur de recherche. Pour rechercher un restaurant, une idée de recettes, une destination pour un voyage ou des conseils divers, les adolescents et les jeunes adultes se tournent volontiers vers le réseau social... au détriment de Google.

L'entreprise américaine, qui détient toujours plus de 93 % du marché de la recherche, en a bien conscience. Cet été, Prabhakar Raghavan, senior vice président de Google, expliquait d'ailleurs que « près de 40 % des jeunes ne vont pas sur Google Maps ou Search lorsqu'ils cherchent un endroit pour déjeuner ». Ils se rendent plutôt sur TikTok ou son rival, Instagram.

Une étude de Her Campus Media dresse un constat encore plus contrasté. Le rapport estime que 51 % des jeunes de la génération Z préfèrent faire une recherche sur TikTok plutôt que sur Google. Apparemment, les jeunes sont séduits par le format des résultats. 69 % des sondés préfèrent en effet la vidéo. Par ailleurs, près de la moitié d'entre eux trouvent les résultats mieux personnalisés à leurs goûts.

TikTok enrichit son moteur de recherche à Wikipédia

De son côté, TikTok a également pris conscience de la belle opportunité qui se présente. Pour continuer à s'imposer comme une alternative à Google, la plateforme chinoise s'est associée à Wikipédia, l'incontournable encyclopédie collaborative. Comme l'ont remarqué nos confrères de The Verge, TikTok s'est mis à afficher des extraits de Wikipédia à certaines pages de résultats de recherche.

Si vous recherchez des personnes, des lieux et des événements, un extrait d'une page Wikipédia correspondante pourrait s'afficher au sein des résultats. Concrètement, l'extrait apparaîtra entre les vidéos proposées aux internautes. En cliquant dessus, l'utilisateur est directement relayé sur l'encyclopédie.

Contacté par le média, Zachary Kizer, porte-parole de TikTok, indique que la fonctionnalité a en fait été activée il y a déjà quelques mois. Pour l'heure, il semble qu'une portion réduite des termes de recherche active l'affichage d'un texte issu de Wikipédia.

Dans la même optique, la plateforme chinoise a noué un partenariat avec IMDb. La plus grande base de données consacrée au cinéma permet à TikTok d'afficher des extraits relatifs à des films, des cinéastes ou des acteurs dans ses résultats. Là encore, les extraits relaient vers une fiche IMDb. La fonctionnalité n'est cependant disponible qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni pour le moment.

Mots fléchés

Relation écrite		Coureur australien		Capitale nordique		Début de la fin		Irrégulier		Coule en Corse		Hisser le pavillon		Autorité audiovisuel	
Spécialistes des courses		Gelée de mer		Pronom pour lui		Poisson du grand Nord		Mettre un orin		Énergie familière				Célèbre travesti	
Vraie							Filtre					Parfois constrictor			
Bien compliqué							Lawrencium					Bataille d'Empire			
				Négociable en bourse											Abri côtier
				Qui ne sert plus											
Trompé			Réputée pour sa botte		Truander									Jojo dans le Monde du Silence	
Fondations					Pays des Celtes										
							Très collante				Capitaine du Nautilus				
							Tête nucléaire				Position d'un satellite				
Vent arrière				Pareil					Perdre en chemin						
Ordre de départ				Bonbon de Cambrai					Relatée						
		Raccourcir un mot								Elle est prise par gros temps		Épuisante	Début de repos légal		
		Poussières de mer											Meilleur en Angleterre		
Fils de Poséidon						Commune de Guyane									Éclaterais de joie
Accepta						Arrose Sélestat									
					Quatre romain			Émeutier							
					Unions										
Butineuse								Choisis						Incapables	
Dirigea la Résistance								Commence le premier							
			Argile				Détruire totalement								
			Mettre en valeur				Cité des Oziens								
Récolte de l'année						Gardent				En lutte			Le Sodium		
Fleuve de Sibérie						Capacité reconnue				Convia			Mont du Canada		
				Courant Normand				Guetterai							
				Volailles				Virtuose							
Cous d'eau Breton	Type de voilier						Préfixe volant					Le sport à l'école			
	Bateau de pêche						Commune des Pays-Bas								
		Bénies							Vraiment branché			L'Astate			Situées
		Parfois brûlée							Coupai			Mettre les voiles			
Doctrine contraire								Servent à attacher							
Déesse du Nil fille de Râ								Temps universel							
					Procédé ingénieux					Argon de chimiste			Au-dessus du sol		
													Grippe sou		
Abattu				Apporter la preuve										Bout de ficelle	
Berner															
					Préfixe qui multiplie					Galère royale					
Numéro prolongé				Fait d'hiver				Immobiles							

Le Président de la République reçoit à New York son homologue Palestinien

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi à New York, son homologue Palestinien, Mahmoud Abbas. Cette rencontre qui s'est tenue à la résidence du Président Abdelmadjid Tebboune, s'est déroulée à la veille de l'ouverture de la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU. Ont assisté à cette rencontre du côté algérien, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf et le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, M Amar Bendjama et du côté palestinien étaient présents, le ministre des affaires étrangères et des expatriés, M. Riyad Al Maliki et le représentant de l'Etat de Palestine auprès des Nations unies, M. Riyad Mansour .

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 19 septembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



LEVÉES DE FONDS DES START-UP AGRIFOODTECH AFRICAINES

En baisse de 77% au 1er semestre 2023, à 99 millions \$

Le rapport souligne que les levées de fonds réalisées par les jeunes pousses qui révolutionnent l'agriculture et les industries agro-alimentaires sur le continent demeurent concentrées sur une poignée de pays. Les levées de fonds des start-up africaines opérant dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation (agrifoodtech) se sont établies à 99 millions de dollars au premier semestre 2023, enregistrant ainsi une baisse de 77 % par rapport à la même période de 2022, selon un rapport publié le 14 septembre par le fonds de capital-risque AgFunder. Intitulé « Africa AgriFoodTech Investment Report 2023 », ce rapport révèle aussi que le nombre de transactions recensées au cours des six premiers mois de l'année en cours s'est limité à 51 deals contre 89 deals au cours de la même période de l'année écoulée. La baisse des montants levés et du nombre des transactions conclues entre les jeunes pousses qui révolutionnent l'agriculture et les industries agroalimentaires en Afrique s'explique essentiellement par les incertitudes macroéconomiques mondiales. La hausse des taux d'intérêt, la volatilité des taux de change et les pressions inflationnistes ont agi comme un repoussoir pour les investisseurs, provoquant une tendance baissière des financements injectés dans les start-up du continent qui a d'ailleurs concerné tous les secteurs.

ACCIDENT DE LA CIRCULATION AU SUD DE GHARDAÏA

Cinq morts et 1 blessé

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu lundi au sud de Ghardaïa, apprend-on des services de la Protection civile de la wilaya. L'accident s'est produit sur le tronçon de la Route nationale RN-1 reliant Ghardaïa à Mansourah à une soixantaine de km au sud de Ghardaïa, lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision frontale avec un autre véhicule circulant en sens inverse, causant la mort sur le coup de cinq personnes et faisant un blessé, un nourrisson, souffrant de multiples traumatismes, a précisé la même source. Les corps des personnes décédées, âgées entre 5 et 25 ans, dont une femme, ainsi que le blessé, un nourrisson de 2 ans, ont été évacués respectivement vers la morgue et les urgences de la polyclinique de la localité d'Ain Les-sig, structure médicale la plus proche du lieu de l'accident. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

ONU

L'Algérie, la voix à écouter



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, prend part, à partir de lundi, à la semaine de haut niveau de la 78e session ordinaire de l'assemblée générale de l'ONU, la plus prestigieuse des tribunes mondiales.

Une réunion très attendue dans un contexte international marqué par des crises multiples allant des répercussions de la pandémie de Covid-19 sur l'économie mondiale, à l'exacerbation des conflits sur fond de polarisation du monde, en passant par l'urgence climatique ainsi que l'aggravation des inégalités en termes de qualité de la vie des populations entre les pays développés et le reste de la planète.

D'ailleurs, il suffit de consulter la longue liste des thématiques retenues dans l'ordre du jour du rendez-vous, soit une dizaine, pour mesurer l'ampleur des défis que les dirigeants des Etats membres de l'ONU devront relever. Promotion des droits humains et du droit international, promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, maintien de la paix et de la sécurité internationale, lutte contre le terrorisme, développement de l'Afrique et aussi des questions d'organisation et de réforme des institutions financières internationales, pour ne citer que ces points, renseignent sur les difficiles tâches à accomplir par une organisation mondiale dont l'efficacité et la pertinence sont l'objet d'opinions ambivalentes depuis quelques années, selon les analystes et observateurs de l'action de l'ONU.

Dans ce contexte difficile, l'Algérie, à travers son président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est une voix de sagesse qui doit être écoutée avec attention et sans aprioris car à travers ses positions immuables, ses

propositions mûries et ses actions diplomatiques reconnues, elle apporte une vision de neutralité et de détachement nécessaires à toute prise de décision efficace. Car elle est l'un des principaux porte-parole des pays non-alignés, de l'Afrique, des pays du Sud, et est farouchement attachée à la souveraineté des Etats ainsi qu'aux droits légitimes des peuples.

L'Algérie, par son respect des résolutions et son fort attachement à l'application des décisions, a été classée en 2022 au premier rang aux niveaux africain et arabe en matière de réalisation des 17 Objectifs de développement durable (ODD), des objectifs dont les gouvernements sont appelés, durant ce sommet, à agir vite pour sauver. En matière de paix et de sécurité internationale, l'Algérie a maintenu une position claire en faveur du multilatéralisme et de la résolution des conflits par les voies non-violentes, diplomatiques et sans ingérence des forces étrangères. Elle a prouvé que sa lecture des crises politiques et sécuritaires sont les plus sages et les moins dommageables. Faut-il dans ce cas rappeler ces alertes concernant la Libye, la Syrie ou encore tout récemment le Niger, où le Président Tebboune a proposé une feuille de route de six points pour régler la crise dans ce pays voisin et éviter une intervention militaire étrangère qui aura certain-

nement des effets dévastateurs sur la région du Sahel.

L'Algérie est également un pivot incontournable dans la lutte contre le terrorisme transnational et le crime organisé. Elle est, sans concession, la voix acharnée qui rappelle au monde qu'au XXIe siècle, les peuples palestinien et sahraoui souffrent encore d'un mal qu'on pensait aboli au siècle dernier et qui est celui de la colonisation. Pour ce qui est de la réforme des institutions internationales, l'Algérie fait partie des pays qui, dès les années 1970, prônait déjà la prise en compte de l'équité internationale et demandait que les pays du Sud aient une place plus importante dans ces organisations universelles et que leurs voix soient mieux écoutées.

Ainsi, et par ses positions constantes et réfléchies, l'Algérie prouve qu'elle est un élément nodal de l'ONU depuis plus de 60 ans, que l'institution internationale devrait écouter avec attention si elle veut maintenir son rôle de garant de la stabilité mondiale. Une voix que les membres de l'ONU entendront plus souvent à partir du 1er janvier prochain, cette fois en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité. La voix des pays du Sud, de l'Afrique, des Non-alignés, des peuples colonisés et de ceux que le monde rechigne à écouter.

M'SILA

Secousse tellurique de magnitude 3,1 degrés

Une Secousse tellurique de magnitude 3,1 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 12h55 dans la wilaya de M'sila, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 4 kilomètres au nord-est de Magra (w.M'sila), a précisé la même source.